

كنا من الأصل

L'Eglise catholique d'Afrique du Sud dénonce le « système oppressif » de l'apartheid
LIBRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,00 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 12 fr.; Canada, 8 \$; Danemark, 3 kr.; Espagne, 20 pes.; Grèce, 200 dr.; Italie, 200 L.; Japon, 120 ¥; Liban, 120 L.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,40 f.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,20 kr.; Suisse, 1 fr.; U.R.S.S., 65 kope.; Yougoslavie, 10 d. din.
Taux des abonnements page 22
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 6309-23 Paris
Tél. : 246-72-23

M. Cyrus Vance au Proche-Orient Le secrétaire d'Etat tente d'amorcer la négociation

La diplomatie de M. Carter à l'épreuve

Comme il était prévu depuis le mois de mai, l'entrée de M. Carter à la Maison-Blanche et la stabilisation de la situation au Liban ont donné le signal en ce début d'année des grandes manœuvres diplomatiques qui doivent précéder l'ouverture d'une négociation au fond du conflit israélo-arabe. L'organisation des Nations unies et certains gouvernements, grands ou moins grands, cherchent à « se placer » pour jouer un rôle dans ce processus. Les missions d'enquête se multiplient dans la région : après M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et M. Genscher, chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Vance, nouveau secrétaire d'Etat américain, arrive, ce lundi, au Proche-Orient. Il sera suivi dans quelques jours de M. de Gueingaud, ministre français des affaires étrangères.

D'ores et déjà, le voyage de M. Waldheim a permis de cerner le principal obstacle à la reprise de la conférence de Genève. L'Assemblée générale de l'ONU, en peu optimiste, l'aurait fixée à la fin de mars au plus tard, mais le secrétaire de l'ONU a estimé « tout à fait improbable » que l'on puisse tenir ce délai.

Cet obstacle est la participation de l'Organisation de libération de la Palestine aux travaux. Pour les pays arabes, aucun accord n'est possible si l'O.L.P. n'est pas présente à Genève, même si les modalités de sa représentation — après la première séance seulement, ou encore au sein d'une délégation « arabe » englobant les divers pays intéressés — restent pour nombre d'entre eux restées en discussion. Mais tous les efforts de M. Waldheim pour convaincre les Israéliens que les dirigeants de l'O.L.P. ont considérablement assoupli leurs positions et sont désormais prêts à reconnaître Israël « de facto », en acceptant de coexister avec lui dans un Etat englobant la Cisjordanie et Gaza, sont restés vains. Pour Jérusalem, comme l'a déclaré M. Ygal Alon, ministre israélien des affaires étrangères, « l'O.L.P. n'a pas changé un mot à la charte palestinienne qui prévoit la liquidation de l'Etat juif ».

M. Vance, qui prend le relais du secrétaire général de l'ONU, réussira-t-il à surmonter cette première contradiction ?

Un échec de M. Vance pourrait être fatal à de nombreux dirigeants arabes allés de Washington, et qui estiment être allés aussi loin que possible dans la voie de la modération. L'interdiction aux dirigeants libanais de se rendre à la conférence de Genève, la décision de limiter la hausse des prix « signifie que les Etats-Unis et d'autres gouvernements doivent excuser des pressions sur Israël, dans l'intérêt de la cause arabe ». On ne saurait être plus explicite.

Pour M. Carter et son équipe, la mission de M. Vance représente la première grande épreuve, plus probante notamment que les diverses initiatives encore plus ou moins formelles prises dans les relations avec l'O.L.P. En raison de l'importance de la communauté juive aux Etats-Unis, et des liens de celle-ci avec Israël, le problème du Proche-Orient relève presque autant de la politique intérieure américaine que de la diplomatie. Il faudra au chef de l'exécutif d'autant plus de courage et d'habileté pour faire accepter les décisions formellement difficiles qui sont seules en mesure de conduire à la paix.

M. GISCARD D'ESTAING A BAMAKO Il n'y a place entre la France et le Mali que pour l'estime et la compréhension

déclare le président de la République

Arrivé dimanche 13 février à Bamako, où il a reçu un accueil très chaleureux, M. Giscard d'Estaing devait consacrer la plus grande partie de la journée de ce lundi à une visite de l'ambassade. De retour dans la capitale du Mali, il devait recevoir la colonie française.

Le président de la République, qui a eu lundi matin un premier entretien politique avec son hôte, le colonel Moussa Traoré, avait déclaré la veille : « Il n'y a place entre la France et la France que pour l'estime, la compréhension et l'entente. » Le communiqué final sera signé mardi matin.

Dans une interview à Radio-France internationale, le chef de l'Etat malien a indiqué dimanche qu'il libérerait l'ancien président Modibo Keita, détenu depuis le coup d'Etat de 1968. Il n'a, toutefois, pas précisé la date de cette libération.

De notre envoyé spécial

Bamako. — Anciens combattants aux poitrines couvertes de médailles, garde présidentielle en uniforme aux couleurs nationales, vert, jaune, rouge, parachutistes en tenue léopard et casquette bigarrée, danseurs masqués au crâne couronné de cimiers en forme de croix de Lorraine, enfants des écoles agitant de petits drapeaux de papier, résidents français dont quelques-uns portent des tee-shirts frappés des mots « Giscard à la barre » ou « Bonne chance à Giscard », rien n'a manqué au décor des cérémonies officielles de l'arrivée de M. Giscard d'Estaing, lorsqu'à 15 heures précises, dimanche 13 février, le D.C. du président français s'est posé sur l'aéroport de Senou.

Sur l'air d'« L'Africain », des danseurs masqués, grimpés sur de hautes échasses, la tête coiffée de casques en cuir, le buste caparoté de miroirs et la taille ceinte de jupons de raphia multicolore, composent un ballet impressionnant.

Dans les salons de l'aéroport,

M. Giscard d'Estaing adresse quelques mots amicaux au président Moussa Traoré, évoquant « les liens du cœur et de l'esprit », célébrant le rôle « de courroie des cultures » joué par le Mali et se félicitant des « relations étroites et confiantes » qui existent de longue date « entre Paris et Bamako ».

« Moussa, Giscard ! », scandent la foule sur le passage du cortège, qui met plus d'une heure pour couvrir la distance séparant l'aéroport du palais de Kouloba, où résident les hauts officiels du Mali durant leur séjour.

« Vive la France ! », « Soyez les bienvenus ! », « Valéry ! », chantent de centaines de voix, tandis que, sous les manigances et les caresses, les mains, battent les tambours et cliquent mille instruments improvisés. Toute la cité est comme surélevée d'une poussière lumineuse, qui ajoute encore à son charme.

PHILIPPE DECRAENE

(Lire la suite page 6.)

Le Liban entre le soulagement et l'amertume

Tandis que les Palestiniens du Liban sont soumis à une nouvelle et stricte réglementation (lire page 3), la Force arabe de dissuasion a fait savoir, dimanche 13 février, qu'elle était « décidée à mettre un terme à tous les actes de provocation et de sabotage ».

Au Sud-Liban, des combats ont encore opposé phalangistes et Palestiniens pendant le week-end. Dans cette même région, les troupes syriennes de la force arabe de dissuasion — soit cinq cents hommes et dix chars — stationnées au sud-est de Nabatieh ont été, selon

des sources israéliennes, regroupées avant leur « redéploiement » sur de nouvelles positions, à 7 kilomètres au nord-est de la ville. Le premier ministre israélien, M. Rabin, a assuré que ce redéploiement « avait été obtenu grâce à l'attitude ferme d'Israël ».

Dans une enquête dont nous commençons la publication, notre envoyé spécial au Liban décrit les réactions de la population devant la présence des troupes syriennes, et les efforts du président Sarkis pour restaurer l'autorité de l'Etat.

I. — Chacun son Dieu, chacun chez soi...

Beirut. — Notre chauffeur s'arrête doucement et se retourne, l'air navré. D'un geste vif, il a tout dit. Le doigt tendu comme une lance au travers de la gorge, il s'excuse en souriant tristement : « Je suis mahométan. » Il n'a pas plus loin. Aujourd'hui encore, il ne passera pas de l'autre côté, même si, tout à l'heure, il s'était bien juré d'oser. Non, tant renoncer aux 35 livres (30 francs) promises pour une course qui, autrefois, en valait à

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE POUCHIN

peine 5 livres. Il a peur. Pourtant pas un coup de feu dans le quartier depuis plus de deux mois. Les canons se sont tus, les francs-tireurs ont disparu, le front n'existe plus. Reste la « frontière » : une rue au milieu des ruines, un no man's land libral d'immeubles éventrés et de fap-

des grées par la mitraille, une plate ouverte sur une lieue que la pluie d'hiver rend chaque jour plus puerilente. La paix, trop neuve, n'a encore rien cicatrisé. Trop précieuse, elle est aussi à la merci de ceux qui craignent pour leur vie. L'hiver rend chaque jour plus puerilente. La paix, trop neuve, n'a encore rien cicatrisé. Trop précieuse, elle est aussi à la merci de ceux qui craignent pour leur vie. L'hiver rend chaque jour plus puerilente. La paix, trop neuve, n'a encore rien cicatrisé. Trop précieuse, elle est aussi à la merci de ceux qui craignent pour leur vie.

C'est état fini de la timide ébauche de normalisation : la frontière s'est reformée sans que nul ait besoin d'y planter de barrières. L'architecture marocaine régalée à Jounieh n'a pas, comme il l'avait prévu, à Ras-Beirut, où ses chantiers s'attendent. Le fond-chantier chille décomposé au dernier moment le déjeuner offert pas sa sœur mariée à un grec orthodoxe d'Achrafieh. Des à des, les taxis attendent, de chaque côté de la rue de Damas, que les clients traversent l'ancien front à pied. Et les rares autobus ayant échappé aux barrières, mis en état de marche par les lignes qui desservent les deux secteurs, rouleront à moitié vides, pour l'exemple.

Etat d'urgence quotidiennement l'image d'une capitale qui semble à jamais déchirée. Fruit inévitable des lendemains de guerre et de massacres, droit ceux qui, parce qu'ils la franchissent souvent, savent mieux que personne que cette frontière est d'abord et surtout un fossé creusé par la peur. Mais ils sont peu nombreux et tous ne le font pas sans risque.

(Lire la suite page 3.)

Les échéances politiques

- MAJORITÉ : la succession de B. Lafay crée un nouveau problème à Paris
- GAUCHE : le débat sur l'indemnisation en cas de nationalisation reste ouvert

Le problème politique créé par la disparition brutale de M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, député R.P.R., est en suspens. Ni M. Michel d'Ornano, qui s'était porté candidat dans le dix-septième arrondissement, ni M. Lafay, ni M. Chirac, qui pouvait être tenté de s'y présenter, n'ont pris de décision. L'affrontement de ces deux personnalités rouvrirait « la querelle de Paris » au sein de la majorité. Pour l'un et l'autre camp, l'enjeu du dix-septième arrondissement reste essentiel pour la conquête de la mairie de Paris.

M. Michel Debré estime que le président de la République pourrait rester à son poste face à une majorité parlementaire de gauche, mais, après avoir pris part activement à la campagne électorale, il était contraint par les électeurs.

Le débat entre communistes et socialistes sur l'indemnisation des actionnaires des entreprises que la gauche prévoit de nationaliser s'est poursuivi, pendant le week-end. M. Mitterrand a souligné, au Colloque industriel organisé par son parti (voir pages 22 et 23), qu'il n'était pas question de « collectiviser l'économie », reprochant au contraire à la majorité d'avoir « étatisé les entreprises nationales pour tenter de les récupérer ». Pour lui, il faudra s'en tenir strictement aux nationalisations prévues par le programme commun et indemniser leurs propriétaires — qu'il n'est pas question de spéculer —, sous forme de « titres nouveaux, participatifs », et revenus indexés sur les résultats de l'entreprise et sans fixation des cours par l'Etat.

A M. Marchais, qui avait jugé « normale » la discussion sur le sujet, M. Mitterrand a répondu que le débat « restait ouvert ». Le P.C.F. s'en tient, lui, M. Marchais l'a répété à R.P.R., à l'indemnisation sous forme d'obligations remboursables par annuités sur la base des cours des trois années précédant la nationalisation. Les deux leaders ont rappelé leur accord pour distinguer le cas des petits actionnaires de celui des gros porteurs.

La mort subite de M. Bernard Lafay a pris de court ses plans politiques du R.P.R., qui ont décidé d'observer, pendant quelques jours, en signe de deuil et pour lui rendre hommage, une sorte de trêve politique.

M. Jacques Chirac a fait, personnellement, l'éloge du président du Conseil de Paris, dimanche 13 février, au cours d'une conférence de presse convoquée pour la

présentation des listes qu'il par-

rales. M. Bernard Lafay était lui-même venu présenter les membres de sa liste à M. Jacques Chirac, samedi après-midi, au siège du R.P.R. Il avait ensuite effectué une tournée électorale dans son quartier, et participé à un dîner. Après sa disparition, les candidatures dans le dix-septième arrondissement sur les listes soutenues par le R.P.R. ont été lésées et bariolées. Le choix d'une nouvelle « tête de liste » dans ce secteur ne sera fait que dans quelques jours. Le remplacement de M. Lafay, qui était réputé pour la solidité de son implantation électorale, pose de délicats problèmes aux dirigeants du R.P.R.

M. Lafay s'était rallié avec éclat au mouvement fondé par M. Chirac en présidant le 5 décembre, après-midi à la porte de Versailles la séance du congrès constitutif du Rassemblement pour la République. Son engagement s'était manifesté à plusieurs reprises, notamment par le maintien de sa candidature aux élections municipales de Paris, et par l'envoi, le 12 janvier, d'une lettre au président de la République pour s'entretenir avec une particulière vivacité contre la désignation de M. d'Ornano (le Monde du 15 janvier). Il devait dans les prochains jours être nommé par M. Chirac membre du conseil politique du R.P.R. Mais il n'avait pas renoncé à jouer éventuellement un rôle d'arbitre le jour de l'élection du maire de Paris si aucune solution ne s'était clairement dégagée en faveur de l'un ou de l'autre leader de la majorité.

ANDRÉ PASSERON

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

TRAIN DE VIE

Dans les éléments du train de vie réservés pour l'évaluation des revenus imposables, la voiture de grosse cylindrée, le pur-sang et le précepteur figurent pour des valeurs sensiblement identiques, du moins du même ordre.

Passer encore pour le cheval de course, en faveur de qui le pays pratique avec vigueur la position volontaire du héros. Mais, après la dernière hausse du carburant, ces précepteurs publics qui sont les universités, et qui en ce moment comptent les marges sous de leur maigre budget, auront un regard d'envie pour l'automobile, qui n'a qu'à ouvrir le tuyau soigné de son réservoir pour que la action augmentée de 3 % son train de vie.

ROBERT ESCARPIT.

CONCLUSION DU CYCLE BEETHOVEN

Les timidités de Barenboïm

Achévé en apothéose en présence du premier ministre (« le Monde » du 12 février), le cycle des symphonies et des concertos de Beethoven donné par l'Orchestre de Paris, sous la direction de Daniel Barenboïm, a comblé d'aise les quelque huit mille six cents personnes qui ont assisté à chacun des programmes, ce qui pour beaucoup constitue une justification suffisante. « Chaque année, nous écrit un lecteur (à la suite de notre article du 30 janvier), des dizaines de milliers de jeunes Parisiens viennent à la musique et ont le droit d'entendre pour la première fois les œuvres des grands classiques dans une interprétation qui, à peu de chose près, en vaut une autre. » Autrement dit, chacun a le droit de prendre son bien où il le trouve et peut importe l'interprétation qui fait son bonheur.

Il nous semble pourtant que si l'on veut réellement honorer

Beethoven et non se servir de lui, on devrait chercher à donner de ces œuvres célèbres la plus haute expression quand on a les moyens considérables de l'Orchestre de Paris. Les qualités de Daniel Barenboïm et de Jean-Bernard Pommier (qui jouait les cinq concertos) sont indéniables, mais leur présence exclusive dans cette série de concerts solennels ne se justifiait nullement.

Un cycle qui aurait réuni (à défaut de Karajan) Jochum, Günter, Kubelik, Kleiber, Boulez et bien entendu Barenboïm, Kempff, Brendel, Badura-Skoda et Pollini avec Pommier, aurait sans doute donné de Beethoven une version plus riche, moins unilatérale et monotone, avec des artistes de maturité, de tempérament et de talent différents.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT LAFFONT

Vient de paraître

GASTON DEFFERRE

Si demain la gauche...

Réponses à PIERRE DESGRAUPES

Préface de François Mitterrand

PROCHE-ORIENT

A TUNIS

Le dialogue euro-arabe a fait « un bon pas en avant »

De notre correspondante

Tunis. — Le communiqué publié par la quatrième commission générale du dialogue euro-arabe, qui s'est tenu à Tunis du 10 au 13 février, est rédigé avec prudence, mais il exprime essentiellement la volonté de poursuivre, voire d'élargir, les échanges de vues entre deux groupes bien distincts, dont les intérêts et les objectifs demeurent parallèles.

Le groupe arabe s'estime « assez satisfait des résultats ». Son président, M. Ismail Khallil, ambassadeur de Tunisie à Bruxelles, a précisé : « Nous aurions souhaité plus, mais les Européens nous ont apportés à Tunis plus engagés et plus ouverts » qu'à Luxembourg en mai. La réunion a constitué « un bon pas en avant ».

De fait, le souhait du groupe arabe de voir pris en considération le problème de la Palestine a été d'une certaine manière satisfait : on a parlé « politique » autant que « coopération technique » à Tunis, et les orateurs arabes ont pu souligner, à l'ouverture, « l'effacement de la lutte palestinienne » et « l'union et les actes criminels » d'Israël.

En revanche le communiqué évoque en quelques lignes les revendications précises qui avaient été présentées par les Arabes : fixation d'une date de réunion des ministres des affaires étrangères des deux groupes ; participation aux travaux de la conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe ; la création, aux Nations unies, d'un organisme de consultation euro-arabe.

La partie européenne a « réaffirmé qu'une solution du conflit au Proche-Orient ne sera possible que si les droits légitimes du peuple palestinien de donner une expression effective à son identité nationale sont traduits dans les faits ».

Dans le domaine de la coopération technique, le déblocage de 15 millions de dollars pour l'étude de projets concrets va permettre de déterminer la part européenne au financement des études préliminaires.

Les deux parties souhaitent que leurs relations commerciales se renforcent suivant des procédures « mutuellement acceptables ». La création d'un centre euro-arabe

La protection des investissements

La protection des investissements, souhaitée par les deux parties, doit être codifiée par une convention multilatérale, sous réserve que celle-ci « n'ajoute pas les accords bilatéraux existant ou à venir » entre les différents membres des deux communautés. En ce qui concerne la main-d'œuvre, les travaux du comité de travail devront se poursuivre pour préciser les principes qui régissent les conditions de vie des ouvriers migrants et étudier les moyens de promouvoir la formation professionnelle.

Enfin, les grands projets agricoles, envisagés particulièrement au Soudan et en Somalie, sont recommandés par le texte final à la vigilance des groupes spécialisés afin d'autoriser au plus vite le financement des études préliminaires indispensables.

MANUELE PEYROL.

Le Sénégal a décidé de rétablir un droit de douane de 5 % sur les produits originaires de la C.E.E., qui en étaient exonérés depuis la signature de la convention de Yaoundé entre la Communauté européenne et les dix-huit États africains et malgaches associés.

En seront exonérés les produits alimentaires et certaines matières premières entrant dans la fabrication de produits locaux. Cette mesure est destinée à diversifier les sources d'approvisionnement du Sénégal et à améliorer le solde de sa balance commerciale.

(A.F.P.)

Egypte

Un député d'extrême droite, ancien « officier libre » est menacé de poursuites pour offense au chef de l'État

De notre correspondant

Le Caire. — Surprise au Parlement égyptien : on s'attendait, samedi 12 février, à la levée de l'immunité d'un jeune député communiste d'Alexandrie, rallié récemment au rassemblement progressiste, M. Abou El-Ezz-Hariri, accusé par les autorités d'avoir participé aux émeutes de janvier. Or c'est sur la cas de l'un des vétérans du monde politique égyptien que les députés se sont penchés. Deux cent cinquante-deux d'entre eux (le Parlement compte trois cent soixante membres, dont une soixantaine d'opposants) ont demandé que soit levée l'immunité parlementaire de M. Kamal-Eddine Hussein, député de Banha (délé du Nil), membre du front des indépendants, et porte-parole parlementaire du courant musulman intégriste. La commission des lois de l'Assemblée a accepté la requête des députés, tout en se réservant de ne la rendre officielle que le lundi, afin que M. Kamal-Eddine Hussein « puisse se défendre ».

Figure haute en couleur, M. Hussein n'est rien de moins qu'un ancien « officier libre », membre du conseil de la révolution en 1952. Ministre, puis vice-président de la République en 1961, il avait ensuite été écarté du pouvoir par Nasser, en raison de son hostilité aux Soviétiques. Rallié au président Sadate en 1971, il exprime généralement le point de vue des frères musulmans, association dont il fit partie avant la révolution de 1952. Il n'est pas accusé d'avoir fomenté des troubles, bien que certains éléments religieux soient soupçonnés de l'avoir fait, en dépit de l'alliance observée à ce sujet par les officiels.

Mais il lui est reproché d'avoir « offensé » le chef de l'État. A la veille du référendum du 10 février sur le renforcement des mesures répressives, l'ancien « officier libre » avait adressé au président une lettre ouverte (le Monde du 8 février), dans laquelle il accusait notamment le gouvernement d'être responsable des désordres de janvier. M. Hussein dénonçait également la « farce » du référendum et menaçait le président de la « malédiction » de Dieu. Dans le même temps, au cours d'une réunion avec M. Sadate, des étudiants

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

L'Association internationale des juristes démocrates se déclare « extrêmement préoccupée par l'arrestation de nombreux démocrates en Égypte ». L'arrestation de M. Nabil El-Ghaili et Zaki Mourad, pour lesquels l'A.I.J.D. est déjà intervenue dans des circonstances semblables (...), a suscité une émotion particulière. L'Association a exprimé immédiatement aux autorités égyptiennes sa profonde préoccupation devant l'arrestation d'individus spécialisés dans la défense de prisonniers politiques, voyant dans ces mesures une entrave à la liberté professionnelle et au droit de la défense.

48, avenue Juppier, 1390 Bruxelles.

Selon un document publié par l'organe du P.S. autrichien

L'O.L.P. menace de reconsidérer son « attitude constructive »

De notre correspondante

Vienne. — L'Arbeiter Zeitung, organe du parti socialiste autrichien (S.P.O.), a publié dimanche 13 février une lettre d'un représentant de l'O.L.P., dont l'identité n'a pas été révélée — adressée au chancelier Kreisky en tant que président du S.P.O. et vice-président de l'Internationale socialiste. L'O.L.P. expose ses revendications et exprime le désir de voir l'Internationale socialiste jouer « un rôle constructif et plus actif dans la recherche de la paix au Proche-Orient ».

Le document souligne que « l'engagement des Palestiniens pour parvenir à la paix est très sérieux, à supposer toutefois que cet engagement repose sur la réciprocité, et qu'existe un véritable désir de s'attaquer aux problèmes qui doivent conduire à la paix ».

Cela implique, est-il précisé dans la lettre, que soient aussi discutées « toutes les questions dont la solution est absolument nécessaire ». Parmi celles-ci figurent « en tout cas la restitution par Israël de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et des enclaves de Haïma (près du lac de Tibériade) et d'Avja (au Néguev près de la frontière israélo-égyptienne), ainsi que l'abolition d'un accord de non-belligérance entre « le futur État souverain de la Palestine » et l'État d'Israël. Mais est-il encore affirmé, « d'autres accords devraient être conclus pour parvenir à la paix totale », le plus important étant qu'Israël « reconnaisse et applique aux réfugiés palestiniens le droit de retour à leur domicile d'origine (pour peu qu'ils le désirent) ou qu'il consente à les indemniser si leur libre choix les conduit à opter pour une autre solution ».

Avant de formuler ces propositions, l'O.L.P. rappelle que les Palestiniens étaient engagés dans « un intéressant processus de maturité et d'évolution politique favorable à la garantie de la paix au Proche-Orient ». Cette évolution doit être considérée comme « un progrès historique », qui devrait être « mis à profit avec empressement par toutes les parties intéressées pour que le rêve de la paix se traduise en réalité ».

Mais, de façon « assez surprenante », les dirigeants palestiniens ont constaté « qu'au lieu d'être soutenus dans leur attitude constructive, ils ont été reprochés par les États-Unis, attaqués par les dirigeants israéliens, et bannis par certains États arabes. La myopie politique que traduisent ces réactions est dangereuse ».

Le surpeuplement dans les prisons israéliennes a atteint des limites intolérables », a déclaré récemment M. Hayim Levi, gouverneur général des prisons. Il y a 5 853 prisonniers, dont 3 271 inculpés d'atteinte à la sécurité de l'État (fedayin palestiniens), soit 503 de plus que l'année dernière.

Les personnes incarcérées disposent d'une moyenne de 2,5 mètres carrés, alors que de moyenne, dans la plupart des autres pays, est de 9,8 mètres carrés (10 mètres carrés en Hollande et 13,5 mètres carrés aux États-Unis), a précisé M. Levi.

Il a souligné, cependant, que cette moyenne ne reflète pas l'étendue du problème. A la prison de Hébron (Cisjordanie), a-t-il dit, l'espace disponible pour chaque prisonnier est de « moins d'un mètre carré ». A la prison de Kir-Yona (Israël), il est de 2,4 mètres carrés. — (A.F.P.)

Entre le soulagement

consentir, ne tardent pas à se faire entendre. Les dirigeants palestiniens ont exprimé leur satisfaction à l'égard du dialogue euro-arabe, mais ils ont souligné que les échanges de vues entre deux groupes bien distincts, dont les intérêts et les objectifs demeurent parallèles, ne suffisent pas à résoudre le conflit. Ils ont insisté sur la nécessité de poursuivre les négociations directes entre les deux parties, et ont exprimé leur espoir que le dialogue euro-arabe puisse servir de base à une solution durable.

Le dialogue euro-arabe a été considéré comme un « bon pas en avant » dans la recherche de la paix au Proche-Orient. Les deux parties ont exprimé leur volonté de poursuivre les échanges de vues, et ont souligné que les intérêts et les objectifs des deux groupes sont parallèles. Le dialogue euro-arabe a été considéré comme un « bon pas en avant » dans la recherche de la paix au Proche-Orient.

Chez Avis, au bout de trois minutes, votre voiture est à point.

Si votre voiture tardait à être livrée, râlez.

CARTE D'APPRECIATION

1. Votre voiture vous offre-t-elle toute satisfaction? Oui Non

2. Le service est-il très agréable et efficace? Oui Non

3. Votre voiture était-elle propre? Oui Non

4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique? Oui Non

5. Acceptez-vous nos suggestions à tout prix?

NOM: _____

ADRESSE: _____

La rapidité est une des qualités que l'on attend d'un loueur de voitures. Chez Avis, vous n'attendez pas la quatrième sonnerie du téléphone pour qu'une hôtesse décroche.

Disposer d'une voiture ne doit vous prendre guère plus de trois minutes (avec votre carte Avis ou un bon de voyage, c'est encore plus rapide). Concurrence oblige, chez Avis nous avons tout mis en œuvre pour répondre à vos exigences.

Aujourd'hui, Avis se crée un stimulant de plus: la carte d'appréciation. Si par extraordinaire, vous n'étiez pas satisfait de notre service, dites-le nous. Votre carte arrivera directement à la Direction Générale, qui réagira très vite.

Vous pouvez être sûr que votre prochain voyage se déroulera dans les meilleures conditions. La carte d'appréciation vous permet de nous aider à faire mieux encore. Donc à mieux profiter encore de nous.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture.

Avis auprès de notre Centre de Profitez de nous. réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

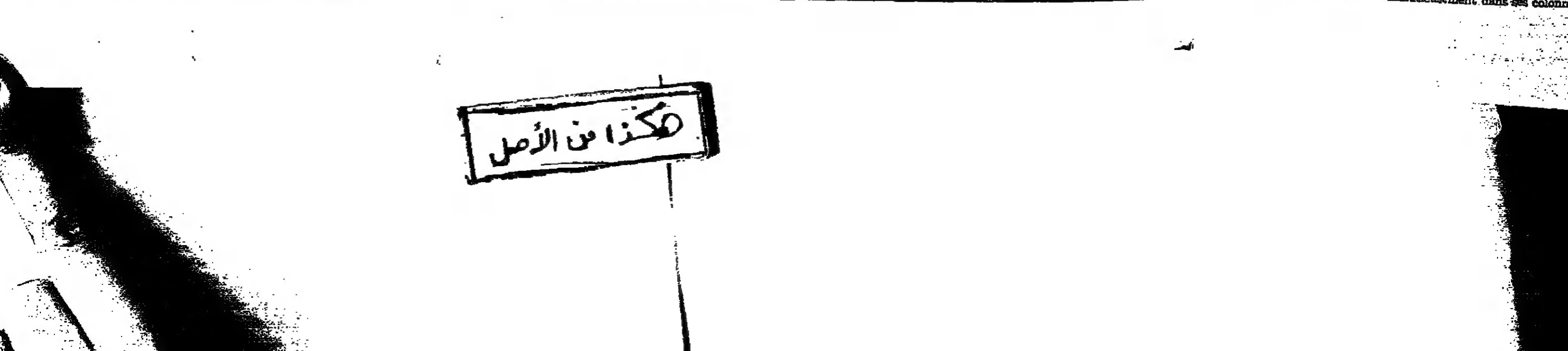
Une censure unilatérale

Aurait-elle de nouveau quelques velléités de parler trop fort qu'elle se verrait promptement ramenée à sa juste dimension par la censure libanaise. Une censure libanaise, certes, armée de crânes et de dents, mais qui ne peut pas se permettre de dépasser les espérances que les dirigeants syriens avaient fondées sur une « censure libanaise » de la presse libanaise. La presse libanaise, la plus libre et la plus variée du Proche-Orient, sous le tampon des censeurs, n'y a plus ni « progrès » ni « conservatisme », mais si M. Chamoun ou Gemayel ont droit chaque jour ou presque aux honneurs de la une, et de la photo, M. Kamal Joumblatt n'a rien pour lui, en un mois, qu'un « pas de côté » annonçant un peu habilement qu'il renait sa retraite pour mieux se consacrer à ses méditations.

Trois jours durant, les libanais qui ne courent pas la radio auront ignoré que les rues du Caire et d'Assouan s'étaient embrassées. Il n'y a pas eu non plus d'arrêt de Daoud. A la limite, il n'y a pas eu de guerre au Liban, un complot étranger rendant compte des travaux de la commission d'experts français chargés d'étudier la reconstruction du centre de Beyrouth s'est alors interrompu. Les trois paragraphes décrivant, les jours avant leur destruction, Al-Nahar, quotidien d'un milliardaire libanais, le journal de la façade ravagée d'Al-Holdayn, et Al-Nahar, organe du P.C., ont dû renoncer à une nouvelle brève de trois lignes indiquant la production annuelle de gaz en Union soviétique.

Désillusion

Les dirigeants libanais ont-ils senti que leurs censeurs avaient le crayon un peu lourd? De décentes pressions diplomatiques ont-elles suffi pour que le système fut assoupli à l'égard de la presse étrangère. Mais le jour même où le Monde faisait état de la libération, les inspecteurs pour des censeurs, décapités minutieusement dans ses colonnes



PROCHE-ORIENT

Liban

Entre le soulagement et l'amertume

(Suite de la première page.)

Il y a peu, le directeur de l'aéroport international de Beyrouth, un chrétien, a compris ce qu'il pouvait en coûter d'aller travailler chez les musulmans. (1) : dédaignant les menaces anonymes il avait — sur les conseils de M. Pierre Gemayel, chef du parti phalangiste — continué de se rendre chaque matin à Khaldé. Jusqu'au jour où sa voiture explosa devant son domicile. Mais plus que ce terrorisme — encore très limité — c'est la vie quotidienne elle-même qui rend immédiatement sensible ce qu'on qualifie déjà, ça et là, de « partition de fait » : il n'est pas de jour, en effet, qu'une banque, une société, un cabinet important n'annonce l'ouverture d'un nouveau bureau dans le secteur où ses services n'avaient pas implantés. L'administration qui, voilà quelques semaines, exhortait par voie de presse ses fonctionnaires à rejoindre leur poste, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, semble avoir renoncé : elle crée maintenant, de chaque côté, des annexes où public et employés ne craignent pas de se rendre. L'université aussi a pris le pli, ce qui au moins facilitera la tâche de certains leaders chrétiens décidés, disent-ils, à « unifier le mouvement étudiant et à en exclure les éléments subversifs ».

Le temps du répit

Partition, bien sûr, reste un mot-labou : la gauche frémit dès qu'on en parle et en droite se rebiffe contre quiconque lui prête d'aussi mauvaises intentions. Trente mille soldats syriens, plantés au coin des rues, sur les places et sur les routes, ont été fait de rappeler à tous qu'ils sont venus « en frères » pour « sauver l'unité du Liban arabe ». Mais si on quitte un instant le cercle étroit des chefs de clan ou des professionnels de la politique, on entend, tenu crûment, dans les salons — grands et petits — d'Achrafieh les discours que certains leaders entraînés de ce pouvoir tenaient aussi clairement. Un discours qui n'est en fait qu'une formule : « Chacun son Dieu, chacun chez soi ».

La temps, certes, apaisera les âmes effarées par la violence des événements les plus cruels. Mais ne risque-t-il pas aussi de créer de nouvelles habitudes ? Chacun chez soi, avec ses banques et ses bureaux, ses commerçants chassés d'un centre ville dévasté, ses écoles et ses étudiants. L'indivisible « provisoire » des libanais de guerre pourrait bien, à long terme, devenir un « provisoire qui dure », d'autant que la situation qu'il crée comble les vœux de ceux pour qui il représente déjà, au début de solution.

Partition de fait ? C'est vrai, mais qu'importe aujourd'hui, pensent la plupart des Beyrouthins, puisqu'elle assure au moins la paix : il sera assez tôt demain pour se préoccuper d'abattre des frontières inutiles ou qu'on s'efforce, en effet, un sentiment commun à tous les Libanais, c'est bien la lassitude. L'absence des combats, des privations, des jours sans eau et des nuits sans lumière, l'absence du bruit à l'Est comme à l'Ouest. C'est un peu comme si on n'avait pas fini de goûter de nouveau le plaisir simple de marcher dans la rue sans longer les murs ou de dormir une nuit entière. C'est le temps du répit où l'essentiel est de s'entendre respirer.

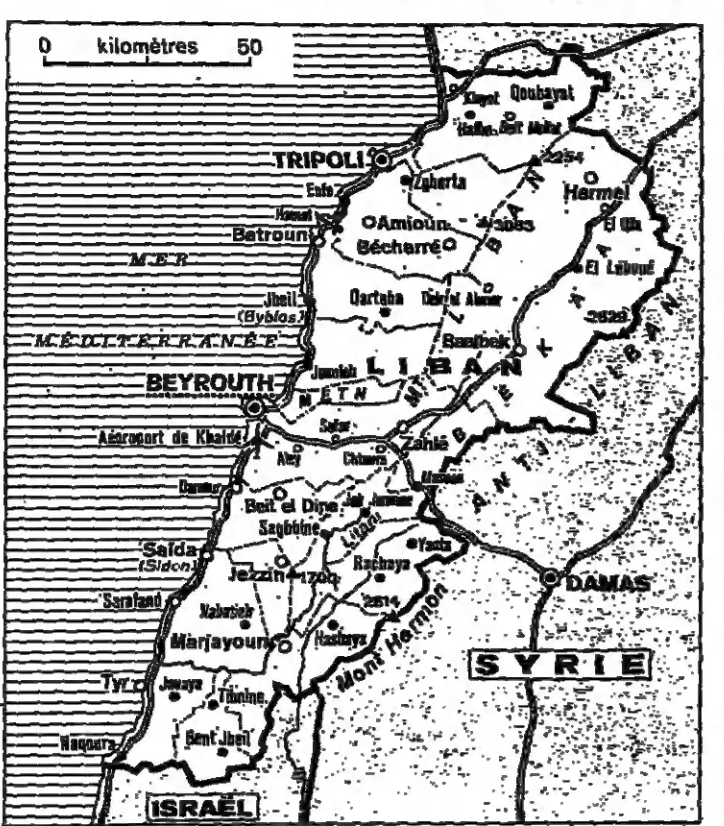
L'ordre est syrien

L'ordre est venu. Il est syrien et ne fait rien pour s'en cacher. Ni casque blanc ni casque vert, pas de beret, pas un insigne pour établir un distinguo subtil entre un « soldat syrien » et un « soldat arabe » : au diable l'hypocrisie et les doubles casquettes, on arbore même les portraits du président Assad sur ses chars. Barage, patrouilles, sentinelles, les soldats de Damas sont partout : ils vont arrêter dix fois entre Beyrouth et Saïda, autant si vous allez à Tripoli ou à Baalbeck, et dans la capitale à chaque carrefour important.

Plus ou moins débraillés, l'uniformes parfois composés, souvent mal rasés, ils sont aimables, conformément aux ordres. Mais ceux qui parlent, oubliant les

consignes, ne tardent pas à maugrader contre leur soldo, 100 livres (200 francs), soit deux ou six fois moins que celui de leurs collègues soudanais et saoudiens. Tel est l'occupant, apparemment un peu gêné de se trouver là : « Nous sommes venus défendre le Liban arabe et la résistance

un encadré qui évoquait la scolarisation d'enfants du Sud-Liban en Israël. Principale atteinte aux libertés commandée par les Syriens, la censure de la presse renforce l'amertume et la désillusion que ressentent aujourd'hui les combattants du camp palestinien-pro-



palestinienne contre des éléments qui complètent pour eux le « copier », débite d'un ton égal un bidasse, visiblement ravi d'être affecté sur un barrage en bord de mer, à deux pas de l'immeuble de son quartier, et au sein d'un attroupement armé contre des militants du Baas pro-irakien, pourchassés dans un faubourg de Tripoli. Mais, au total, après un moment d'incertitude marqué par des provocations aux yeux des hommes de la Saïka (organisation palestinienne d'obédience syrienne) étaient souvent mêlés, la situation s'est stabilisée sans autre dommage grave pour une gauche, de toute façon défilante et réduite au silence.

Si le Liban est sous tutelle, il n'est pas — pas encore ? — sous la botte. L'occupation ostensible du pays n'est pas présentée comme telle par la majeure partie de la population, car elle a su, jusqu'à présent, ne pas se rendre trop oppressante. La répression est restée limitée et sélective. Il y a bien eu des arrestations dans la région de Baalbeck — où l'entrée des troupes syriennes avait suscité une résistance active des forces progressistes, et au sein d'un attroupement armé contre des militants du Baas pro-irakien, pourchassés dans un faubourg de Tripoli. Mais, au total, après un moment d'incertitude marqué par des provocations aux yeux des hommes de la Saïka (organisation palestinienne d'obédience syrienne) étaient souvent mêlés, la situation s'est stabilisée sans autre dommage grave pour une gauche, de toute façon défilante et réduite au silence.

Une censure unilatérale. Aurait-elle de nouveau quelques velléités de parler trop fort, quelle se verrait promptement ramené à une discrétion qui confine au mutisme. Une vingtaine de policiers armés de crayons rouges sont là pour le ramener, et leur zèle a déjà dépassé les espoirs que les dirigeants syriens avaient fondés sur une « salutaire censure » de la presse libanaise, la plus libre et la plus variée du Proche-Orient. Sous le tampon des censeurs, il n'y a plus ni « progressistes » ni « conservateurs », mais si MM. Chamoun et Gemayel ont l'honneur de la « une » et de la photo, M. Kamal Joumblatt n'aura eu pour lui, en un mois, qu'un encadré bien placé annonçant — un peu naïvement — qu'il n'avait sa retraite pour mieux se consacrer à ses méditations !

Trois jours durant, les Libanais qui n'écoulaient pas la radio auront ignoré que les rues du Caïre et d'Assouan s'étaient embrasées. L'Égypte était rayée de la carte. Il n'y a pas eu non plus d'affaire Abou Daoud. À la limite, il n'y a jamais eu de guerre au Liban : un correspondant étranger rendant compte des travaux de la commission d'experts français chargés d'étudier la reconstruction du centre de Beyrouth s'est ainsi vu interdire trois paragraphes décrivant... les soubres avant leur destruction. Al Nahar, quotidien libéral, n'a pu publier la photo d'un vieillard lisant le journal devant la façade ravagée de l'Holiday-In. Al Nida, organe du P.C., a dû renoncer à une nouvelle brève de trois lignes qui ridiculisait la production annuelle de gaz en Union soviétique !

Désillusion

Les dirigeants libanais ont-ils senti que leurs censeurs avaient le crayon un peu lourd ? De délicates pressions diplomatiques ont, semble-t-il, suffi pour que le système fût assompli à l'égard de la presse étrangère. Mais, le jour même où le Monde faisait état de cette libération, les inspecteurs de la sûreté, trouvant leur crayon pour des ciseaux, découpaient minutieusement dans ses colonnes

dirigeants et penseurs du camp conservateur étaient tous réunis en séminaire dans un couvent de la montagne. Coïncidence ? Alors qu'on destinait à l'abri du bruit des cotons d'un « Liban nouveau » avec forces discours sur la « diversité de ses cultures » et les mérites d'une « urgente décentralisation », six cents à huit cents soldats syriens prenaient pour un mot d'ordre « l'impératif » de la sécurité.

Emotion dans la rue, étonnement au couvent d'où l'on dépêche deux émissaires — MM. Béchir Gemayel et Dany Chamoun — chargés d'aller quêter quelques explications auprès du président de la République. M. Elias Sarkis n'en donnera pas, se contentant de répondre que les deux émissaires, au commandant en chef de la force de dissuasion, absent de Beyrouth. Le soir même, les deux hommes lancent dans le quartier un mot d'ordre « l'impératif » de la sécurité.

De fait, le lendemain, banques et boutiques laissent leurs rideaux baissés. On est ici chez nous, explique alors M. Béchir Gemayel, on ne va tout de même pas nous traiter comme des Palestiniens. Mais son père, M. Pierre Gemayel, fera lui-même très vite ouvrir les magasins. Divergences, luites de tendances entre « militaires » (M. Béchir Gemayel dirige les milices du camp chrétien conservateur) et « politiques », ou simple distribution des rôles ? Peut-être un peu tout à la fois.

Non contents de s'être installés, les soldats syriens ornent deux jours plus tard le plus important de leurs barrages au centre d'Achrafieh d'une effigie de leur président avec cette simple légende : « Le Liban restera arabe ». Dans son bureau, le chef du parti phalangiste ne cherchait plus à cacher son irritation : « C'est une provocation, nous dit-il, une manœuvre de pêcheurs en eaux troubles. Assurez-vous sur cette photo nous-mêmes. Mais cette légende ! Il faut comprendre que pour les gens d'ici, même s'ils ont tort, un Liban arabe, c'est un Liban sauvegardé. Alors, qui cherche l'incident ? L'effigie n'a toujours pas été enlevée et la légende n'a pas été effacée. Mais, à côté, on a posé un portrait du président Baas. C'est une provocation, pensaient alors de jeunes miliciens en colère. Ils ignoraient, comme tout le monde, que le chef de l'État libanais lui-même avait donné l'ordre aux hommes de la force de dissuasion d'occuper leur quartier.

DOMINIQUE POUCHIN.
Prochain article :
RAPIÉGER L'ÉTAT

Le nombre et les activités des Palestiniens sont strictement limités

De notre correspondant

Beyrouth. — L'application des accords libano-palestiniens de novembre 1969 a fait l'objet d'une réglementation précise et rigoureuse dont le texte a été signé le samedi 12 février, par la commission arabe quadripartite chargée, sous la présidence du chef de l'État libanais M. Sarkis, de veiller à l'exécution des résolutions des « sommets » de Riyad et du Caïre.

Après l'adoption de ce document, la commission quadripartite, qui comprenait des représentants de la Syrie, de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite et du Koweït, a annoncé la fin de sa mission. Il appartenait désormais au commandement de la force arabe de dissuasion d'appliquer la réglementation mise au point, et des dispositions sont prises à cet effet.

Cette réglementation complète les accords du Caïre de 1969, et remplace les multiples annexes à ces accords élaborés, de 1969 à 1973 par l'État libanais et la résistance palestinienne, et qui, à chaque étape, reflétaient le rapport des forces entre les deux protagonistes.

Le nouveau texte agréé samedi par la commission quadripartite a été communiqué aux Palestiniens. Son application n'est pas à la seule charge de l'État libanais, mais est placée sous la responsabilité collective des pays arabes intéressés, c'est-à-dire, au premier chef, de la Syrie.

Les déclarations et communications publiées à ce sujet ne négligent pas le ton de ce texte. Cependant, selon un document dont il nous a été possible de prendre connaissance, mais dont nous ignorons s'il a été intégralement retenu, quatre dispositions principales s'appliquent désormais aux Palestiniens au Liban.

Elles concernent :
1) Le nombre des Palestiniens : seuls seraient autorisés à demeurer en territoire libanais les Palestiniens qui y étaient établis avant le 3 novembre 1969 et étaient immatriculés à l'U.N.R.W.A. (Office de secours des Nations unies aux réfugiés), ce qui entraînerait le départ d'un grand

nombre de Palestiniens, dont une majorité de militants de la résistance ;

2) Le nombre des fedayin : leur liste complète devra être communiquée à un organisme spécial libanais par le chef de l'O.L.P. et constamment tenue à jour ;

3) L'activité des fedayin : elle serait limitée à la zone frontalière et à des secteurs désignés par l'autorité libanaise. Le droit de se déplacer avec deux gardes armés serait réservé à cinq responsables nommément désignés par l'Organisation. Les camps d'entraînement seraient fermés, à l'exception d'un seul ;

4) La sécurité des camps : elle serait confiée au CLAP (commandement de la lutte armée palestinienne) exclusivement, à raison de cinq hommes pour mille habitants. Des milices additionnelles formées de volontaires ayant une activité dans le civil pourraient être constituées. En tout état de cause, il ne pourrait y avoir dans les camps que des armes légères.

L'organe d'exécution dont dispose l'État libanais était actuellement la force arabe de dissuasion, c'est-à-dire celle qui les Palestiniens avaient à faire s'ils violaient la nouvelle réglementation. Les affrontements de la semaine dernière ne laissent pas de doute sur l'intention de cette force, composée essentiellement de Syriens, de se montrer rigoureuse. Les ambassadeurs égyptien et saoudien, membres de la commission quadripartite, ont d'ailleurs annoncé que les perquisitions en vue de chercher les armes lourdes allaient commencer incessamment.

Enfin, le président Sarkis a chargé l'ambassadeur saoudien, à Beyrouth, de choisir à Saïda un terrain appartenant à l'État libanais pour y installer les réfugiés palestiniens du camp de Tel-A-Zatar. Depuis leur expulsion, en août 1976, ils s'étaient installés dans le village de Damour, dont les habitants chrétiens avaient été eux-mêmes chassés en janvier de la même année.

LUCIEN GEORGE.

POINTS

COLLECTION DE POCHE

M. Clavel/Ph. Soliers

Délivrance
Face à face



INÉDIT
Maurice Clavel
Philippe Soliers
Délivrance
Face à face

« Étrennant et détonant »
Le Nouvel Observateur
160 pages, 10 F

Alexandrien

Les libérateurs
de l'amour



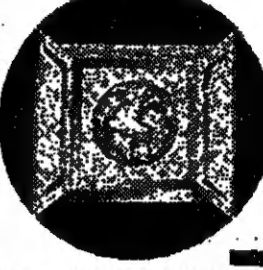
INÉDIT
Alexandrien
Les libérateurs
de l'amour

Une étude sur le précurseur de la révolution sexuelle, le Restif de la Bretonne et Georges Bataille.

208 pages, 15,50 F

Joël de Rosnay

Le macroscopie
Vers une vision globale



Joël de Rosnay
Le macroscopie
Vers une vision globale

« Un livre capital, qui donne aux sciences humaines la dimension du vivant »
Jacques Attali

320 pages, 12,50 F

POINTS

Jean Touchard

La gauche en France depuis 1900



HISTOIRE
Jean Touchard
La gauche en France depuis 1900

384 pages, 15,50 F

POINTS

Rózsa Péter

Jeux avec l'infini
Voyage à travers les mathématiques



SCIENCE
Rózsa Péter
Jeux avec l'infini
Voyage à travers les mathématiques

320 pages, 15,50 F

POINTS

Shunryu Suzuki

Esprit zen
esprit neuf



SAGESSES
Shunryu Suzuki
Esprit zen, esprit neuf

192 pages, 10 F

par l'organe du P.S. arabe
ce de reconsidérer
de constructives
correspondante

réussir... dans la lettre de l'O.L.P. (1) : dédaignant les menaces anonymes il avait — sur les conseils de M. Pierre Gemayel, chef du parti phalangiste — continué de se rendre chaque matin à Khaldé. Jusqu'au jour où sa voiture explosa devant son domicile. Mais plus que ce terrorisme — encore très limité — c'est la vie quotidienne elle-même qui rend immédiatement sensible ce qu'on qualifie déjà, ça et là, de « partition de fait » : il n'est pas de jour, en effet, qu'une banque, une société, un cabinet important n'annonce l'ouverture d'un nouveau bureau dans le secteur où ses services n'avaient pas implantés. L'administration qui, voilà quelques semaines, exhortait par voie de presse ses fonctionnaires à rejoindre leur poste, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, semble avoir renoncé : elle crée maintenant, de chaque côté, des annexes où public et employés ne craignent pas de se rendre. L'université aussi a pris le pli, ce qui au moins facilitera la tâche de certains leaders chrétiens décidés, disent-ils, à « unifier le mouvement étudiant et à en exclure les éléments subversifs ».

Partition, bien sûr, reste un mot-labou : la gauche frémit dès qu'on en parle et en droite se rebiffe contre quiconque lui prête d'aussi mauvaises intentions. Trente mille soldats syriens, plantés au coin des rues, sur les places et sur les routes, ont été fait de rappeler à tous qu'ils sont venus « en frères » pour « sauver l'unité du Liban arabe ». Mais si on quitte un instant le cercle étroit des chefs de clan ou des professionnels de la politique, on entend, tenu crûment, dans les salons — grands et petits — d'Achrafieh les discours que certains leaders entraînés de ce pouvoir tenaient aussi clairement. Un discours qui n'est en fait qu'une formule : « Chacun son Dieu, chacun chez soi ».

La temps, certes, apaisera les âmes effarées par la violence des événements les plus cruels. Mais ne risque-t-il pas aussi de créer de nouvelles habitudes ? Chacun chez soi, avec ses banques et ses bureaux, ses commerçants chassés d'un centre ville dévasté, ses écoles et ses étudiants. L'indivisible « provisoire » des libanais de guerre pourrait bien, à long terme, devenir un « provisoire qui dure », d'autant que la situation qu'il crée comble les vœux de ceux pour qui il représente déjà, au début de solution.

Partition de fait ? C'est vrai, mais qu'importe aujourd'hui, pensent la plupart des Beyrouthins, puisqu'elle assure au moins la paix : il sera assez tôt demain pour se préoccuper d'abattre des frontières inutiles ou qu'on s'efforce, en effet, un sentiment commun à tous les Libanais, c'est bien la lassitude. L'absence des combats, des privations, des jours sans eau et des nuits sans lumière, l'absence du bruit à l'Est comme à l'Ouest. C'est un peu comme si on n'avait pas fini de goûter de nouveau le plaisir simple de marcher dans la rue sans longer les murs ou de dormir une nuit entière. C'est le temps du répit où l'essentiel est de s'entendre respirer.

Que la paix soit syrienne, arabe, ou libanaise, n'a plus dès lors, pour l'immense majorité d'une population traumatisée et fatiguée, tellement d'importance. C'est, en effet, le temps du répit où l'essentiel est de s'entendre respirer.

Plus ou moins débraillés, l'uniformes parfois composés, souvent mal rasés, ils sont aimables, conformément aux ordres. Mais ceux qui parlent, oubliant les

Avis.
fitez de nous.

EUROPE

Danemark

Le chef du parti social-démocrate veut lui aussi gouverner au centre

De notre envoyée spéciale

Vendborg. — Vendborg, dix-huit mille habitants. Tout autour les fermes propres de l'île de Seeland et des usines de transformation des produits laitiers.

Le premier ministre sortant, M. Anker Jørgensen, vient, avant les élections législatives du 15 février, haranguer les cadres locaux de l'U.O., la grande centrale syndicale, pilier du parti social-démocrate. Dans le restaurant au milieu des bois, autour de longues tables recouvertes de nappes à carreaux, il y a une majorité de jeunes, autant de femmes que d'hommes, l'air bourgeois avec ça et les visages burinés de prolétaires et d'agriculteurs.

Dans la fumée des cigares, l'assistance arbore l'épingle rouge de la social-démocratie scandinave et la rose au poing du socialisme européen. On entend le *Drapsen* rouge puis l'*Internationale* version danoise (« *Vi skal have kampen om den nye verden* »). Dans un tonnerre d'applaudissements, le premier ministre fait son entrée. Petit trapu, le front dégarni, la barbe en pointe, il s'adresse à son auditoire avec une simplicité, une conviction, un poids qui expliquent comment cet ancien secrétaire de la fédération des ouvriers spécialisés a conquis en cinq ans popularité et respect, et pas seulement au sein de son parti.

L'auditoire s'insurge du chômage de la moitié des prix, du coût de la défense nationale. Il se réjouit du blocage des loyers. Il s'interroge sur la composition de la future coalition gouvernementale. Il demande à son chef, « Anker », de ne pas faire l'événement par la force la « cité libre de Christiania », un faubourg de Copenhague colonisé par les marginaux.

L'atmosphère est tendue, sans débrayage. La social-démocratie danoise est une institution sérieuse, mais pas austère, un chaussonier et une chaussette féminine et humoristique feront rire l'auditoire aux dépens de l'opposition.

M. Jørgensen nous a accordé quelques instants d'entretien à Maribo. « Comment pensez-vous redresser la situation économique ? », nous avons demandé. « Le gouvernement d'entente de grands travaux d'utilité publique qui pourrions occuper jusqu'à soixante-quinze mille personnes, soit plus de la moitié du nombre actuel des chômeurs. Le

R.D.A.

Un rappel de réservistes aurait pour objet de vérifier le système de mobilisation

De notre envoyé spécial

Berlin. — Les autorités est-allemandes n'ont encore fait aucun commentaire au sujet des informations publiées par certains journaux d'Allemagne fédérale ou de Berlin-Ouest faisant état d'un rappel de réservistes dans l'armée populaire de la R.D.A. (N.V.A.). Du côté allié occidental, sans commentaire formel, la réalité d'une telle mesure, on ne paraît pas lui accorder une importance excessive, et on accorde avec un certain scepticisme l'idée qu'elle ait pu être appliquée préventivement, par crainte de troubles intérieurs.

Cette hypothèse avait été avancée il y a une dizaine de jours dans le *Welt* anticommuniste. Le premier, il avait eu pour objectif de signaler l'existence de mouvements inhabituels dans l'armée est-allemande. L'article de *Die Welt* avait été démenti officiellement à Berlin-Est.

En revanche, les autorités est-allemandes se sont refusées à prendre position sur des informations plus récentes publiées le 10 février par un autre organe de la chaîne Springer, le *Morgenpost*. Selon ce journal, de nombreux réservistes de la N.V.A. auraient été convoqués depuis quelque temps et seraient cantonnés en Thuringe.

La différence de réaction de Berlin-Est devant ces deux informations laisse penser qu'une opération de contrôle du mécanisme de rappel des réservistes serait un caractère technique plutôt que politique. Cette opération va dans le sens d'une autre information, publiée également le 10 février

Tchécoslovaquie

< Rude Pravo » reprend ses attaques contre M. Dubcek

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — *Rude Pravo*, organe du P.C. tchécoslovaque, a lancé samedi 12 février une attaque contre des personnalités du « printemps de Prague », les traitant notamment de « socialistes renégats », comme l'ensemble des auteurs de Charta 77.

Parmi les huit personnalités que cite *Rude Pravo* figure M. Smrkovsky, ancien secrétaire du Parlement, aujourd'hui délégué, tandis que pour la première fois depuis le début de la campagne de presse contre les signataires de Charta 77, on trouve associé aux autres noms celui de M. Alexander Dubcek, ancien chef du parti. Le quotidien du P.C. tchécoslovaque s'en prend encore à MM. Frantisek Krigel, ancien membre du bureau politique, Zdenek Mlynek, ancien secrétaire du parti, Jiri Hájek, ancien ministre des affaires étrangères, aux écrivains Pavel Kohout, Václav Havel (actuellement en prison) et Ludvík Vaculík.

D'autre part, un journaliste occidental s'est fait confier la plupart de ces documents à un porte-parole tchécoslovaque. Il s'agit du correspondant du *New York Times* à Vienne, M. Hoffmann. Celui-ci, qui rentrait samedi soir en Autriche, s'est fait charger du train Vindobona par les autorités tchécoslovaques à la gare-frontière de Ceske-Budejovice. Parmi les documents saisis se

trouvait une prise de position (rédigée en anglais) du ministère des affaires étrangères tchécoslovaque sur Charta 77. M. Hoffmann, qui a passé la nuit dans un local non chauffé de Ceske-Budejovice, a été pris de pied avec tous ses bagages au poste-frontière autrichien distant de plus de 3 kilomètres. (Interim.)

Un porte-parole du département d'Etat américain a déclaré, le 12 février, que l'Etat américain jugerait « parfaitement inacceptable » la mesure prise en Tchécoslovaquie contre M. Paul Hoffmann, correspondant du *New York Times*. — (U.P.I.)

Turquie

LES VIOLENCES POLITIQUES ONT FAIT PLUS DE CINQUANTE MORTS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

De notre correspondant en Europe centrale

Ankara. — Les négociations de paix entre le président M. Demirel et le secrétaire d'Etat M. Vance ont été interrompues le 12 février par la mort de M. M. Makarios, président de la République de Chypre, à la suite d'un attentat.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Le président M. Demirel a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Ankara.

Chypre

Mgr Makarios décide de reprendre les négociations

De notre correspondant en Europe centrale

Nicosie. — La rencontre de samedi entre le président Makarios et le secrétaire d'Etat M. Vance a été interrompue le 12 février par la mort de M. M. Makarios, président de la République de Chypre, à la suite d'un attentat.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

A travers le monde

qui dénonce « les violations constantes des droits de l'homme en Argentine ». Les dirigeants de la commission des droits de l'homme des Nations unies d'examiner attentivement le cas de l'Argentine lors de la réunion prévue en février à Genève.

La différence de réaction de Berlin-Est devant ces deux informations laisse penser qu'une opération de contrôle du mécanisme de rappel des réservistes serait un caractère technique plutôt que politique. Cette opération va dans le sens d'une autre information, publiée également le 10 février

Un porte-parole du département d'Etat américain a déclaré, le 12 février, que l'Etat américain jugerait « parfaitement inacceptable » la mesure prise en Tchécoslovaquie contre M. Paul Hoffmann, correspondant du *New York Times*. — (U.P.I.)

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

Le président M. Makarios a été blessé à la tête et au bras par une balle de calibre 7,62 mm. Il a été transporté à l'hôpital d'Etat de Nicosie.

armée populaire (maoïste) ont été tués ces derniers jours au cours d'affrontements avec les forces gouvernementales.

La COMMISSION NATIONALE DU P.C. portugais, réunie samedi 12 février à Lisbonne, a approuvé une déclaration d'indépendance, sur un total de 88, des statuts du parti qui n'avaient pu être votés au cours du congrès extraordinaire du 10 janvier.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

La POLICE A ARRÊTÉ A BOMBE samedi 12 février l'assassin présumé du juge Vittorio Occorsio. Il s'agit d'un néofasciste de trente-deux ans, Pierluigi Concutelli, qui ne nie pas l'auteur de ce crime politique commis en juillet 1976 dans une rue de la capitale.

Le Hameau Moulin

Le XVIII^e siècle au jour

De charmants studios et des deux pièces pour célibataires raffinés ; quelques appartements et aussi des duplex. C'est le vrai grand siècle, celui de Mozart et de Gabriel, celui d'un classicisme qui sait ne pas être sévère, d'une élégance qui sait ne pas être frivole.

Pierre de taille et enduit rustique, fenêtres à petits bois, vrai toit avec des lucarnes et des Le XVIII^e siècle de Watteau, celui des fêtes et des portes cavalières et des patios-promenades, des arcades Crémones à l'antienne, portes à moulures, cuisines C'est le vrai aujourd'hui, la vie pratique des parkings indispensables dans un quartier aussi vivant. Un espace vrai, une certaine qualité qu'on ne peut goûter qu'ici.

L'appartement modèle est ouvert tous les jours de 10 h à 19 h. Samedi de 10 h à 19 h. Renseignements : 73, rue Mouffetard, 75005 Paris. Tél. 331 55 81 ou à la Gécie 256 98.

73, rue Mouffetard

ALM 25 98

73, rue Mouffetard

73, rue Mouffetard

73, rue Mouffetard

73, rue Mouffetard

73, rue Mouffetard

73, rue Mouffetard

مكذبا من الأصل

EUROPE

Slovaquie

Reprend ses attaques M. Dubcek

Adaptant en Europe centrale
trouvant une base de
des idées en accord avec
la ligne officielle du
M. Dubcek, qui a passé
dans un discours son
de la situation de la
chez nous de la même
avec nous de la même
frontière européenne
plus de 30 millions.

Pays-Bas

Ancien premier ministre M. Louis J. M. van EST MORT

M. Louis J. M. van
est mort à l'âge de 78
ans, le 14 février 1978.
Il avait été premier
ministre des Pays-Bas
de 1965 à 1966.
Il avait été ministre
des Affaires étrangères
de 1966 à 1967.
Il avait été ministre
de l'Intérieur de 1967
à 1968. Il avait été
ministre de la Justice
de 1968 à 1969.
Il avait été ministre
de l'Éducation de 1969
à 1970. Il avait été
ministre de la Culture
de 1970 à 1971. Il
avait été ministre de
la Santé de 1971 à
1972. Il avait été
ministre de l'Environnement
de 1972 à 1973. Il
avait été ministre de
la Défense de 1973 à
1974. Il avait été
ministre de l'Énergie
de 1974 à 1975. Il
avait été ministre de
la Pêche de 1975 à
1976. Il avait été
ministre de l'Agriculture
de 1976 à 1977. Il
avait été ministre de
la Santé de 1977 à
1978.

Tunisie

Le chef du R.P.R., M. Sassi, va
jusqu'à accuser le gouvernement
de M. Demirel de les favoriser.
Après le vote du budget à la
fin de février, la survenue du gou-
vernement et d'éventuelles élec-
tions anticipées seront au centre
de l'actualité. L'hypothèse semble
peu vraisemblable, au moins pour
le moment.

Vietnam

Le chef du R.P.R., M. Sassi, va
jusqu'à accuser le gouvernement
de M. Demirel de les favoriser.
Après le vote du budget à la
fin de février, la survenue du gou-
vernement et d'éventuelles élec-
tions anticipées seront au centre
de l'actualité. L'hypothèse semble
peu vraisemblable, au moins pour
le moment.

Turquie

LES VIOLENCES POLITIQUES ONT FAIT PLUS DE TRENTE MORTS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

(De notre correspondant.)

Ankara. — Les règlements de
comptes entre droite et gauche
se poursuivent en Turquie, et le
bilan des assassinats s'aggrave
chaque jour, aggravant le cli-
mat politique. On compte déjà
plus de trente morts depuis le
début de l'année. La presse fait
état de cent trente morts et de
très nombreux blessés depuis avril
1977, date à laquelle le présent
gouvernement avait été investi.
C'est symbolique, quoique dénué
de conséquence pratique, le budget
du ministère de l'Intérieur vient
d'être repoussé au Sénat. L'ensei-
gnement est suspendu dans plu-
sieurs universités.

Quels sont les véritables instigateurs
de ces attentats ? L'extrême
droite est la principale accusée.
Elle contre-attaque et dénonce les
éléments « anarchistes et commu-
nistes ».

Une récente manifestation de
gauche, organisée par les trois
associations professionnelles des
instituteurs, des fonctionnaires et
des cadres techniques, a été l'objet
d'attaques armées perpétrées par
des éléments d'extrême gauche
qui se déclarent socialistes (le
Monde du 8 février 1978). Pour le
gouvernement, et surtout pour le
gouverneur d'Ankara, il s'agit d'un
règlement de comptes banal entre
« socialistes et socialistes ».

L'hebdomadaire « Yurtucu (la
Marche) », organe du parti ouvrier
turc, s'en prend aux « provocateurs
maïstros », qu'il accuse d'être
au service de la droite.
Quant au parti républicain, le
grand parti d'opposition, il incrimine
des milieux « antidémocratiques »
ayant à leur solde des
agents provocateurs très habiles.
Le chef du R.P.R., M. Sassi, va
jusqu'à accuser le gouvernement
de M. Demirel de les favoriser.

Après le vote du budget à la
fin de février, la survenue du gou-
vernement et d'éventuelles élec-
tions anticipées seront au centre
de l'actualité. L'hypothèse semble
peu vraisemblable, au moins pour
le moment.

ARTUR UNSAL

[Selon la presse turque, le général
Artur Unsall, général d'aviation et
membre du conseil militaire supé-
rieur, a transmis au cours d'une
réunion de ce conseil, la semaine
dernière, une lettre à M. Demirel,
dans laquelle il affirme que le
conflict à l'intérieur de la coalition
gouvernementale mine le prestige et
les fondations de l'Etat turc. Il cri-
tique également l'incapacité du gou-
vernement face aux affrontements
entre étudiants.]

Chypre

Mgr Makarios et M. Denktash décident de reprendre en mars les négociations intercommunautaires de Vienne

Les négociateurs chypriotes grecs et turcs reprendront fin mars,
à Vienne, les négociations intercommunautaires interrompues depuis
mai 1976. Tel est le résultat essentiel de la longue séance de travail
qui a réuni, samedi 12 février à Nicosie, M. Waldheim, secrétaire
général des Nations unies, et les chefs des deux communautés de
l'île : Mgr Makarios, président de la République chypriote, et M. Denktash,
président de l'Etat fédéré turc de Chypre.

Au cours d'une conférence de presse à l'aéroport de Nicosie
dimanche peu avant son départ, M. Waldheim a indiqué que tous les
aspects du problème chypriote ont été discutés et qu'une réelle
volonté de le régler s'est manifestée. Les chefs des deux commu-
nautés ont fait des concessions et sont convenus, d'une part, de la
façon de résoudre la crise, et, d'autre part, de la base de négociations.
Ceci a été écrit noir sur blanc.

De notre correspondant

Nicosie. — La rencontre de samedi
entre le président Makarios et
M. Denktash, en présence du secré-
taire général de l'ONU, M. Waldheim,
a donné quelque espoir, alors que,
depuis un an environ, la situation
à Chypre était bloquée. L'accepta-
tion par Mgr Makarios de la création
« d'un Etat fédéral bicommunau-
taire » et par M. Denktash d'une
réduction de l'étendue du territoire
détenu par la communauté turque
permettent une reprise du dialogue.

L'élément majeur de l'accord ré-
sulté porte sur les critères d'après
lesquels sera défini le pourcentage
de territoire qui sera administré par
chaque communauté. Ces critères
sont : les propriétés de chaque
communauté avant l'invasion, la pro-
ductivité et la viabilité économique
des terres. La rencontre Makarios-
Denktash a permis de définir les
principes sur la base desquels sera
recherché un règlement global au
cours des entretiens que les repré-
sentants des deux communautés
auront vers la fin mars, à Vienne,
sous l'égide du secrétaire général
de l'ONU, M. Waldheim.

Au cours d'une conférence de
presse, le président Makarios a pré-
cisé que l'objectif des négociations
sera de mettre en place « un Etat
fédéral bicommunautaire unitaire,
indépendant et non aligné ». L'accord
réalisé entre l'archevêque et M. Denktash
sur la nature de cet Etat ouvre
la voie à la recherche d'une solution
permanente. Le président Makarios,
M. Denktash et M. Waldheim ont
observé que ce « ne sera ni rapide
ni facile ». Toutefois, a constaté le
secrétaire général des Nations unies,
« les deux parties sont maintenant

prêtes à discuter le fond du problème
et, pour la première fois, une occa-
sion se présente de résoudre le pro-
blème de Chypre ». De sérieux diffé-
rends demeurent certes, notamment
en ce qui concerne les pouvoirs du
gouvernement central commun et les
frontières entre les deux Etats fédé-
raux. Les représentants des deux
communautés en discuteront au cours
de nouveaux pourparlers intercom-
munautaires.

La rencontre Makarios-Denkash a
délimité un « cadre de principe » à
l'intention de ces négociateurs. Il y
est question, a dit M. Waldheim,
du maintien de l'unité de l'Etat, de
la liberté de circulation et d'établis-
sement et du droit à la propriété.
Ces éléments sont très importants
pour la partie chypriote grecque
parce qu'ils sont de nature à faciliter
le retour des deux cent mille réfugiés
chypriotes grecs dans leurs foyers.
M. Denktash a toutefois insisté sur
la sécurité et l'homogénéité com-
munautaire de chaque Etat fédéré.
« Si tous les réfugiés chypriotes grecs
retournaient dans leurs foyers dans
les régions contrôlées à l'heure
actuelle par les Turcs, dit-il, ils cons-
titueraient probablement la majorité,
ce qui neutraliserait la création des
deux Etats fédérés ».

Les efforts de médiation après la
mission de M. Clifford, l'envoyé du
président Carter, contribueront-ils à
aplanir ces différends ? Mgr Makarios
n'a pas exclu au cours de sa confé-
rence de presse dimanche que le
gouvernement américain intervienne
en temps opportun pendant les né-
gociations pour rapprocher les vues
des deux parties.

DIMITRI ANDREOU.

Une histoire, des histoires, l'Histoire...



Les Rois Maudits / tome 7

DRUON

de l'Académie française

Quand un roi perd la France

Les tragédies de l'Histoire révèlent les
grands hommes : mais ce sont les médiocres
qui provoquent les tragédies.

Au début du XIV^e siècle, la France est le
plus puissant, le plus peuplé, le plus actif,
le plus riche des royaumes chrétiens.

Qu'est-ce donc qui fait, quarante ans après,
que cette même France est écrasée sur les
champs de bataille, que son peuple suc-
combe sous l'impôt, que l'autorité y est ba-
fouée, la monnaie dégradée, la misère et l'in-
sécurité partout installées ? Qu'est-ce donc
qui a retourné le destin ?

C'est la médiocrité. La médiocrité de quel-
ques rois, leur infatuation, leur légèreté aux
affaires, leur incapacité à concevoir de
grands desseins ou seulement à poursuivre
ceux conçus avant eux.

Tout se défait dès lors que des person-
nages insuffisants se succèdent au sommet
de l'Etat.

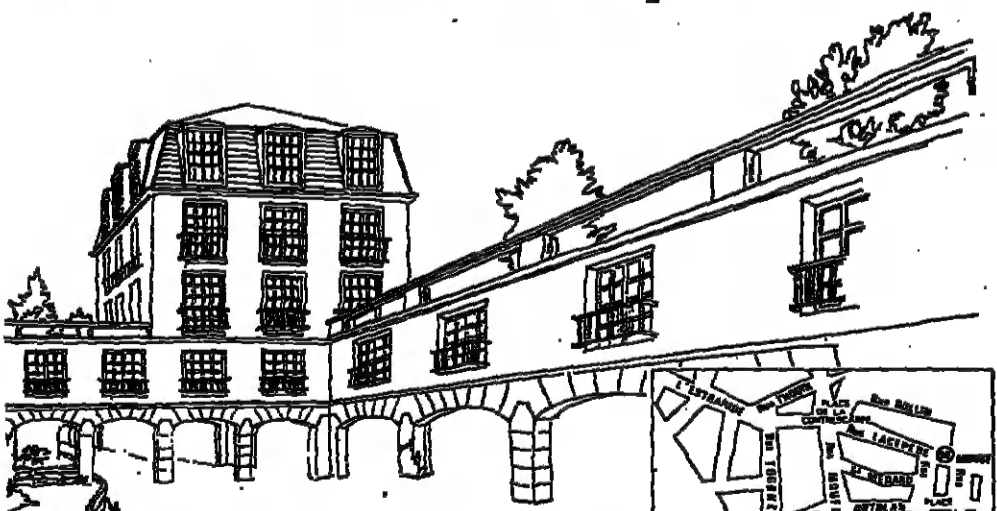
Philippe de Valois avait un fils que la
peste, hélas ! épargna.

Il restait à la France quelques degrés à
descendre dans la ruine et la détresse : ce
sera l'œuvre de celui-là, Jean II, dit par
erreur le Bon.

MAURICE DRUON

PLON

Le Hameau Mouffetard. Le XVIII^e siècle aujourd'hui.



De charmants studios
et des deux pièces pour célibataires raffinés ;
quelques appartements et aussi des duplex.
C'est le vrai grand siècle,
celui de Mozart et de Gabriel,
celui d'un classicisme qui sait ne pas être sévère,
d'une élégance qui sait ne pas être frivole.
Pierre de taille et enduit rustique,
fenêtres à petits bois, vrai toit avec des lucarnes et des combles à la Mansart.
Le XVIII^e siècle de Watteau, celui des fêtes et de la lumière,
des portes cavalières et des patios-promenades, des arcades et des jardins suspendus.
Crémones à l'ancienne, portes à moulures, cuisine en chêne massif.
C'est le vrai aujourd'hui, la vie pratique :
des parkings indispensables dans un quartier aussi vivant, pittoresque et coloré.
Un espace vrai, une certaine qualité qu'on ne peut goûter qu'en la découvrant sur place.

L'appartement modèle est ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, sauf le dimanche.
Samedi de 10 h à 19 h. Renseignements et vente :
73, rue Mouffetard, 75005 Paris.
Tél. 331 55 81 ou à la Gécif 256 98 98



73, rue Mouffetard.



ALM 98 98

POLITIQUE

se félicite a été réservé

Male paraitrait cependant... (text continues with political commentary on the P.C.F. and its internal dynamics, mentioning figures like M. Marchais and the role of the party in the current political climate).

M. Marchais : les travailleurs ne sont pas des élèves dociles marchant à la baguette

M. Georges Marchais a pris la parole samedi 12 février au Bourget, devant plusieurs dizaines de milliers de personnes, dans le cadre d'un des cent rassemblements « Vérité-Espoir » organisés par son parti. L'allocution du secrétaire général du P.C.F. a été retransmise en direct dans une trentaine de meetings organisés en province. Une liaison duplex avec Rouen, Marseille, Le Mans, Béziers, Toulouse... a permis aux visiteurs comme aux sidérurgistes de s'exprimer et d'apporter leur témoignage sur leurs conditions de travail.

M. Marchais a présenté la campagne du P.C.F. comme une riposte à M. Giscard d'Estaing qui, dans son discours de Plombières, a été pris violemment au P.C.F. « N'en déplaise à l'hôte de l'Élysée, une nouvelle fois la preuve est faite que le parti communiste constitue une disposition insurmontable de la réalité nationale qu'il n'est au pouvoir de personne d'écarter. »

Il a expliqué que, lorsqu'il a parlé de la « misère moderne » dont souffrent, selon lui, seize millions de travailleurs, tout le monde ne l'a pas cru, y compris dans les rangs du P.C.F. C'est pourquoi les cahiers de témoignages de la campagne « Vérité-Espoir » ont été mis en circulation afin de révéler l'ampleur des difficultés que connaissent nombre de Français.

M. Marchais a ajouté à propos de la situation économique : « Encore une fois il y a un bout du tunnel qui se profile dans le lointain. Nous le disons tout net : ces obstacles, les plus pénibles se moquent du monde. (...) »

« Quand le plan Barre commence à résister, ce sont les travailleurs, c'est le pays qui trinquent. En effet, la seule « réu-

« FRANCE NOUVELLE »
S'INTERROGE
SUR L'ATTITUDE DU P.C.F.
FACE AUX THÈSES DE LYSSENKO

Dans l'hebdomadaire central du P.C.F. France nouvelle du 14 février, M. Pierre Roubaud, maître-assistant de biologie à l'université de Paris-VII, retrace comment les « thèses » de Lyssenko, le biologiste soviétique, ont pu emporter l'adhésion et le soutien militant du P.C.F. Il écrit : « On était pour ou contre Lyssenko, suivant que l'on était dans le domaine politique, pour ou contre l'U.R.S.S., pour ou contre le socialisme. (...) »

Dans la polémique pour ou contre Lyssenko, les communistes portaient ce jugement sommaire : « Voyez de quel côté sont les forces réactionnaires pour savoir de quel côté vous devez être. » C'était oublier que la réaction, dans la lutte contre le socialisme, ne s'empare pas de des mensonges mais aussi des vérités. C'était oublier que les mensonges les plus convaincants sont ceux qui s'appuient sur des vérités. (...) »

La crédibilité des communistes reposait sur la croyance rassurante en un certain automatisme dans la réalisation des principes du socialisme. Avec une telle croyance on ne pouvait comprendre les contradictions internes de la société soviétique : toute difficulté était leton, toute erreur était interprétée comme le résultat des efforts des pays impérialistes ou des anciennes classes exploiteuses, c'est-à-dire de forces étrangères au socialisme. C'est une attitude de cet ordre que les communistes français adoptèrent envers les thèses de Lyssenko. »

L'ÉTAT DE SANTÉ DE M. WALDECK ROCHET

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a indiqué samedi 12 février, au micro de R.T.L. que, la veille, alors qu'il rendait visite à M. Waldeck Rochet, président d'honneur du P.C.F., il a pu « échanger quelques propos » avec lui. M. Marchais a précisé qu'il était exclu que M. Waldeck Rochet puisse reprendre quelque activité que ce soit.

M. Waldeck Rochet a ressenti, en avril 1969, les premières attaques d'un mal qui, malgré deux opérations, l'a écarté définitivement de la scène politique. Jusqu'à ses derniers temps, il ne pouvait plus communiquer avec son entourage.

L'Association Francophone du Conseil et de la Laryngologie (A.F.C.L.), 17, rue de Lille, 75007 PARIS (tél. 564-07-53), organise, du 15 au 18 février, sous le patronage de la Commission française de l'UNESCO une semaine de la francophonie.

La séance inaugurale aura lieu, à l'UNESCO, le mardi 15 à 10 h, sous la présidence de son directeur général M. Mathias WISOW en présence de M. René HARY, Ministre de l'Éducation.

Les séminaires porteront sur l'information, le français langue scientifique, médecine et biologie, les regroupements internationaux, langue et théorie, édition et diffusion.

Palais de l'UNESCO : 7, place Fontenay, 75007 Paris. Entrée libre.

M. FOURNIER DEVIENT PRÉSIDENT DE L'U.J.P.

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Les membres du comité national et les délégués départementaux de l'Union des Jeunes pour le Progrès, réunis samedi 12 et dimanche 13 février à Saint-Chamond (Loire), ont porté à la tête du mouvement leur vice-président national M. Bernard Fournier en remplacement de M. Jean Guion, victime d'un accident de la route en décembre, s'est vu contraint d'abandonner ses responsabilités de président national. M. Fournier est secondé par quatre secrétaires nationaux : MM. Jean-Paul Parisot (Toulouse), Claude Mari (Bastia), Jean Sigot (Paris) et Frank Breteau (Le Mans). M. Christian Assa (Paris), est chargé de l'organisation du mouvement.

L'adhésion au R.P.R. de M. Bernard Loth, l'actuel président de l'U.J.P., a été évoquée à huis clos samedi par le comité national des jeunes gaullistes. Ses représentants « ne veulent pas ouvrir la porte à une polémique » se sont refusés à tout commentaire.

L'U.J.P. a d'autre part décidé de créer une association internationale indépendante pour lutter contre la suprématie et les hégémonies. Dans ce but, elle veut établir des contacts avec tous les pays de l'Europe et de l'Atlantique à l'Oural.

M. Fournier a défini le rôle de l'U.J.P. en déclarant : « L'U.J.P. n'est pas une force fédérale et gaulliste mais bien contre ceux qui régèrent dans l'opposition social-communiste que contre ceux qui se compromettent dans la majorité giscardienne. »

M. Debré : le président peut rester à son poste avec une majorité de gauche

(De notre correspondant.)

Invité du Club de la presse d'Europe 1 le 13 février, M. Michel Debré a notamment donné son avis sur ce que pourrait être l'attitude du président de la République en face d'une majorité parlementaire de gauche :

« On peut parfaitement imaginer, a-t-il déclaré, qu'un président de la République accepte d'être à son poste alors que les élections législatives ont mis au Parlement une majorité qui n'est pas celle qui l'a lui-même élu. En effet, la Constitution peut être lue selon l'idée suivante : le président de la République est le garant de l'indépendance du territoire, de l'indépendance de la République, il est le garant des institutions ; et il peut, le cas échéant, s'il estime que c'est son devoir, laisser une majorité parlementaire soutenir un gouvernement qui fait une certaine politique qui n'est peut-être pas la sienne. Mais tant qu'il estime que les choses fondamentales — ce que j'appelle volontiers les choses sacrées — ne sont pas en danger, il peut demeurer. »

Naturellement, les circonstances influent sur ce que je viens de dire. Supposons que le

Deux élections cantonales

CALVADOS : canton de Tilly-sur-Seulles (2^e tour).

Inscr. : 5 792 ; vot. : 2 490 ; suffr. expr. : 3 357. MM. Guy Imhof, R.I. 2 295 voix, E.L.U. ; Mme Raymond Lamy, P.S., 1 063.

(L'engagement de pourvoir au remplacement de Gérard Triboulet, mod., décidé accidentellement le 18 décembre. Il avait été élu au

deuxième tour des élections cantonales de mars 1976 avec 2 138 voix contre 1 490 à Mme Lamy (sur 3 638 suffrages exprimés) ; au premier tour, cette année-là, M. Imhof n'avait été élu que par M. Triboulet de 46 voix. La candidate socialiste perd donc 418 suffrages par rapport à ses résultats de l'an dernier (le nombre de suffrages exprimés n'a baissé que de 231 unités). M. Imhof, en revanche, en obtient 137 de plus que n'en avait obtenu Gérard Triboulet.

Les résultats du premier tour de cette élection avaient été les suivants : inscr. : 5 790 ; vot. : 3 543 ; suffr. expr. : 2 478. MM. Guy Imhof, R.I., 1 481 voix ; Mme Chabert, mod., 654 ; Mme Raymond Lamy, P.S., 585 ; MM. Roger Lemaire, P.C., 393 ; Jean-Paul Le Guen, R.P.R., 377.

MARNE : canton de Sainte-Menehould (2^e tour).

Inscr. : 6 786 ; vot. : 4 875 ; suffr. expr. : 4 710. MM. Robert Gautier, P.S., 2 422 voix, E.L.U. ; Robert Noël, R.P.R., 2 393.

(M. Robert Gautier, socialiste, succède à M. Robert Lancelot, centriste appartenant à la majorité. Celui-ci avait donné sa démission de conseiller général et de maire de Sainte-Menehould après la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise qu'il dirigeait. M. Gautier devance de 124 voix M. Noël (R.P.R.), arrivé en tête au premier tour. Il obtient plus de suffrages que n'en avaient totales au premier tour tous les candidats se réclamant de la gauche et de centres gauches. L'augmentation du nombre des votants lui a plus profité qu'à son adversaire (le candidat centriste, M. Méry, s'était retiré sans donner d'indications de vote à son élection). En mars 1976, au premier tour, le représentant du P.C. avait largement devancé celui du P.S. (619 contre 394).

M. Gautier devance aussi son concurrent R.P.R. de 315 voix dans la ville même de Sainte-Menehould, où il obtient 54,1 % des suffrages.

Les résultats du premier tour de cette élection avaient été les suivants : inscr. : 5 789 ; vot. : 4 339 ; suffr. expr. : 4 469. MM. Robert Noël, R.P.R., 1 099 voix ; Jean-Louis Méry, C.D.S., 1 031 ; Robert Gautier, P.S., 922 ; François Duboulet, P.C., 781 ; Daniel Lefebvre, div. g., 294 ; Georges Douchy, mod., 126 ; Yvan Desnail, div. g., 119 ; Jacky Rémy, cent. g., 61.)

Le Conseil national du mouvement des démocrates, que préside M. Michel Robert, estime que « les divisions et les discorde de tous les groupes de la droite comme de la gauche, empêtrées dans leur système et leurs égoïsmes, font apparaître de manière déclinante la justesse de l'analyse politique faite depuis plus de deux ans par M. Michel Jobert ».

Les hommes N°1 en Europe ne perdent pas de temps quand ils louent une voiture.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



Les membres du Hertz N°1 Club* gagnent du temps en louant une voiture. Pourquoi pas vous ?

En tant que membre du Hertz N°1 Club, vous appelez avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. A votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord, votre voiture vous attend. Tout ce que vous avez à faire c'est montrer votre permis de conduire et votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788.51.51

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

ling à Bamako

(Text continues with political commentary on the P.C.F. and its internal dynamics, mentioning figures like M. Marchais and the role of the party in the current political climate).

Rhodesie

(Text continues with political commentary on the P.C.F. and its internal dynamics, mentioning figures like M. Marchais and the role of the party in the current political climate).

POLITIQUE

LA MORT DE BERNARD LAFAY, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE PARIS

M. Bernard Lafay est mort soudainement dimanche matin 13 février, à son domicile parisien, à la suite d'un malaise cardiaque que rien n'avait laissé prévoir. La veille, il faisait encore campagne dans son arrondissement.

La présidence du Conseil de Paris indique que toutes les cérémonies, manifestations, réceptions officielles organisées par la Ville de Paris, entre le 14 et le 21 février, sont annulées en signe de deuil.

Un registre de condoléances est ouvert à la population parisienne dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli.

C'est aujourd'hui que prendra fin la dernière séance de ce dernier Conseil de Paris que l'on peut, dès maintenant, dire d'ancien régime. C'est un grand honneur pour moi, auquel j'avoue n'avoir jamais songé au cours de mes mandats successifs, que d'être aussi le dernier à présider vos travaux dans la perspective de la grande mutation à laquelle nous nous préparons. — Ainsi s'exprimait, le 21 décembre 1976, M. Bernard Lafay,

le dernier président du Conseil de Paris, avant de clôturer l'ultime session du « petit Parlement » de la capitale.

Qui connaissait mieux la vie politique de la capitale que Bernard Lafay ? L'Hôtel de Ville, où il était entré juste après la guerre, n'avait plus de secrets pour lui. Au fil des années, il devint dans les périodes difficiles de l'Assemblée de la capitale un conciliateur et un homme de compromis. Dans la grande tradition des Républiques successives, il participa à toutes les batailles électorales qui se déroulèrent dans la capitale. Il défendit tout à tour les couleurs du radicalisme, du gaullisme et des centristes d'opposition. Son dernier combat, il le mena de son bureau de président du Conseil de Paris. Opposé avec l'ensemble du groupe « Paris Majorité », à dominante R.P.R., de l'Hôtel de Ville à la candidature de M. Michel d'Ornano à la mairie de Paris, il écrivit au président de la République pour lui faire part de son désaccord. Il fit alors figure de candidat possible du R.P.R. à la mairie, malgré la présence de M. Christian de La Malène, rapporteur du budget de la Ville, gaulliste de toujours et leader R.P.R. à l'Hôtel de Ville. L'entrée de M. Jacques Chirac dans l'arène parisienne bouleversa tous ces projets.

Bernard Lafay fut notamment un défenseur des espaces

verts. Le 7 février 1953, il défendait au Parlement une loi dite « loi Lafay ». L'idée fondamentale de cette loi était d'autoriser la construction de logements sur un maximum de 20 % de la ceinture de la capitale jusqu'à l'ancien rempart, à condition que la surface des terrains construits soit compensée par une surface égale d'espaces verts aménagés dans Paris. Intra muros. Dispositions judiciaires qui auraient permis de remédier, au moins en partie, à la pénurie d'espaces verts dans la capitale. La loi de 1953, le seul texte existant qui impose à l'administration de créer dans Paris un minimum d'espaces verts, n'a pas été appliquée, alors qu'elle est promulguée depuis plus de vingt ans, regrette récemment M. Bernard Lafay.

La dix-septième arrondissement était son fief. Un fief pratiquement imprenable. Il avait réussi, à forces d'interventions incessantes auprès de l'administration en faveur des habitants des quartiers des Ternes ou des Batignolles, à se créer dans cet arrondissement un véritable « domaine » politique.

Paris vient de perdre un de ses représentants les plus avisés, qui savait aussi bien étudier avec rigueur un projet d'urbanisme que préparer une élection. Un gestionnaire au sens politique aigü.

JEAN FERRIN.

LES RÉACTIONS

DANS LA RUE

« Le bon docteur »

C'est dimanche matin, au moment du vin d'honneur de la Quinzaine commerciale de la rue Labou, que les habitants du quartier des Ternes ont appris la mort de M. Bernard Lafay. La fanfare aussitôt s'est tue. « M. d'Ornano aurait eu fort à faire pour l'emporter ici », explique le tripié de la rue, seul commerçant ouvert ce lundi matin. « Il avait le bras long, c'est grâce à lui que la rue Demours était éclairée au moment des fêtes. » Dans les bars du coin, on commente la nouvelle : « Il ne refusait jamais d'intervenir, il écrivait beaucoup, il envoyait ses vœux à tout le monde même aux petits enfants qui ne savent pas encore lire », se souvient un homme, encore sous le coup. « Je m'intéressais à lui, j'étais sûr qu'il avait une idée, un projet, un projet qui ne se réalisait jamais mais qui avait une place de prestige. Il est allé à la mairie, on lui a donné du travail et même 400 francs... »

« Un homme jeune, il n'avait que soixante-quatre ans — soixante-quatre en réalité, mais l'émotion fait chanceler le mémoire — et l'on réfléchit seulement qu'il a fait beaucoup ». Sa permanence du 21 de la rue d'Amilly ne désemplait pas. « Il savait y faire », reconnaît un opposant, « même si ses démarches n'aboutissaient pas toujours ». C'est surtout au centre d'aides sociales de la rue Bayen qu'on déplore le plus la disparition du « bon docteur ». « C'était son œuvre », explique le directeur. « C'est-à-dire vingt-quatre personnes âgées vivant dans de bonnes conditions et qui lui devaient pour la plupart. Quand il ne venait pas à l'occasion d'une réjouissance, nous étions bien d'accord. Je suis sûr. »

Depuis quelques semaines, Bernard Lafay préparait la campagne de M. Jacques Chirac et ne manquait pas une occasion de descendre dans la rue. Nombreux « ceux qui l'avaient vu récemment. Il s'est trop donné ces derniers temps », reconnaît généralement le secrétaire de l'église Saint-Ferdinand, qui le connaissait, l'avait trouvé « pâle, dimanche dernier ». « Je ne suis pas prêt de l'oublier », constate une passante, « avec ses affiches sur les murs du quartier, où on le voit si souvent, et avec ce calendrier, chez moi, qu'il m'avait envoyé au Noël. An et sur lequel se trouve sa photo. » — C. C.

Un médecin venu de la Résistance à la politique

M. Bernard Lafay était né le 2 septembre 1932, à Malakoff (Hauts-de-Seine). Docteur en médecine et docteur des sciences, il est secrétaire général de l'Ordre des médecins de la Seine, puis de l'Ordre national des médecins (1950-1952) et membre de l'Académie de médecine depuis 1954. Durant la guerre, Bernard Lafay participa activement à la Résistance. Le docteur Paul Millet, secrétaire du Comité médical de la Résistance, écrit : « Nous avons trouvé auprès de l'ensemble des résistants un écho étonnant. Le docteur Lafay nous aida beaucoup. » (1).

Après la guerre, il entre au conseil municipal de Paris, dont il sera président en 1954-1955. Sénateur de la Seine en 1946, il est secrétaire général adjoint du parti radical de 1946 à 1949. Réélu en 1949 sénateur de la Seine comme R.P.F. (gaulliste), il passe ensuite au Rassemblement des gauches républicaines. Pendant huit ans (1961-1969), il est député radical de la Seine. En 1966, il crée le Centre républicain, dont il sera président deux ans plus tard.

Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique dans le premier ministère de M. Edgar Faure, en 1952, il devient secrétaire d'Etat aux affaires économiques dans le gouvernement de Joseph Laniel (1953-1954), puis ministre de la santé publique et de la popula-

(1) Histoire de la Résistance en France (tome II), d'Henri Nogelin. Editions Robert Laffont.

tion dans le second cabinet de M. Edgar Faure (1955-1956). Au Sénat, de 1959 à 1967, il siège sur les bancs de la gauche démocratique. En 1967, il est élu député P.D.M. (centriste d'opposition) dans le dix-septième arrondissement. Il est réélu en 1968 avec l'étiquette U.D.R. Le 23 juin 1969, il est désigné comme secrétaire d'Etat à la recherche scientifique (cabinet Chaban-Delmas), poste qu'il conserve jusqu'en juillet 1972. En mars 1971, il est réélu conseiller de Paris (Paris-métropole). En mars 1973, il conserve son siège de député comme U.R.P. (Union des républicains de progrès). En mai 1974, lors de la campagne pour l'élection présidentielle, il présida à l'Hôtel de Ville la comité de soutien à M. Jacques Chaban-Delmas.

En juin 1975, il est élu de nouveau, vingt ans après, président du Conseil de Paris. Il sera réélu en juin 1976. En décembre de la même année, il participe à la même année à la création du R.P.R. Très lié avec M. Edgar Faure, qui lui prodigua ses conseils, il était un de ses intimes, et c'est notamment avec la présidence de l'Assemblée nationale qu'il a rédigé la lettre qu'il a adressée à M. Giscard d'Estaing le 12 janvier dernier pour protester contre la démission de M. d'Ornano.

M. Bernard Lafay était commandeur de la Légion d'honneur. (1) Histoire de la Résistance en France (tome II), d'Henri Nogelin. Editions Robert Laffont.

Un nouveau problème dans Paris

(Suite de la première page.)

L'expectative provoquée par la démission de M. Lafay ne va pas sans spéculations, chaque camp observant l'autre. Du côté du R.P.R., plusieurs solutions sont envisagées. L'une consistant à confier la direction de la liste dans le dix-septième à l'une des personnalités qui y figurent déjà, comme Mme Missoffe ou M. de Fréminet.

Une deuxième solution, celle de choisir une nouvelle personnalité d'adresses soit à une personnalité de réputation nationale (M. Edgar Faure) soit à une personnalité de réputation locale (M. Edgar Faure) pour lui-même une telle éventualité, soit au propre fils du président du Conseil de Paris, le docteur Philippe Lafay. Certains, enfin, recommandent que M. Jacques Chirac lui-même se présente dans cet arrondissement. Le président du R.P.R. ne refuserait pas de répondre à une invitation des amis politiques et de la famille de Bernard Lafay.

Du côté de M. Michel d'Ornano, la tentation est forte de considérer le décès du président du Conseil de Paris comme la disparition d'un obstacle de taille. Des sondages commandés par M. Lafay mais non publiés lui accordaient au premier tour 43 % des intentions de vote contre 18 % au maire de Deauville. M. d'Ornano, qui avait pris la mesure de ses difficultés, avait envisagé de changer d'arrondissement et les contacts, les enquêtes, les sondages lui indiquaient que le succès ne lui était réellement assuré que dans le seizième arrondissement. Mais il se heurte alors aux réserves de certains membres de la liste Lepine-Messin sur laquelle il aurait pu prendre place.

Une rumeur fautive était dimanche soir de l'éventualité d'un retrait pur et simple du ministre de l'Industrie, peu susceptible de faire campagne contre les amis d'un adversaire dédaigné. M. d'Ornano ne pourrait prendre cette décision si aucune autre personnalité d'envergure ne venait se présenter dans cet arrondissement sinon un recul. Cependant, M. d'Ornano pourrait être tenté de courir sa chance dans cet arrondissement surtout si une élection législative partielle devait être rapidement organisée. Le maire de Deauville pourrait alors retrouver à Paris le mandat de parlementaire qu'il avait acquis dans le Calvados.

Le décès de M. Lafay pose à cet égard des problèmes qui sont à l'étude au ministère de l'Intérieur, car sa succession est complexe. Son suppléant, M. Jacques Sanguier, a été précédemment sénateur le 12 février 1976 en remplacement de M. Pierre-Christian Taittinger nommé secrétaire d'Etat à l'Inté-

Jeannette Laot

Stratégie pour les femmes

Collection « Les grands leaders » dirigée par Claude Gayman

Stock

dans

Lire

LE MAGAZINE DES LECTEURS

une interview exclusive

RAYMOND ARON :

— « Politiquement, je n'ai pas d'état d'âme... »

— « J'aurais été volontiers le conseiller d'un prince, mais aucun prince ne m'a demandé de le conseiller. Même pas M. Giscard d'Estaing... »

Lire

LE MAGAZINE DES LECTEURS

en vente partout

● Un communiste maire de Paris, est-ce possible ? Henri Fizbin, chef de file des candidats communistes dans la capitale, répond cette semaine dans **Politique Hebdo**.

politique

en vente aujourd'hui.

SCIENCES-PO

STAGES DE PRÉPARATION - ENTRÉE en A.P. ou en 2^e ANNÉE

Deux formules : « Longue » : de février à juin + 15 jours fin août. « Intensive » : en août.

IPESUP : Institut Privé de Préparation aux Études Supérieures, 10-14, rue du Cloître-Notre-Dame, 75004 PARIS - Tél. : 335-52-30.

élections municipales

LA PRÉSENTATION DES LISTES « UNION POUR PARIS »

La moitié des candidats soutenus par M. Chirac n'appartiennent pas au R.P.R.

M. Bernard Lafay, qui devait prendre la parole lundi 14 février à la présentation des listes de l'Union pour Paris, a été tué avant d'avoir pu présenter la liste des candidats. La moitié des candidats soutenus par M. Chirac n'appartiennent pas au R.P.R. Les listes de l'Union pour Paris ont été présentées par M. Chirac, mais la moitié des candidats soutenus par M. Chirac n'appartiennent pas au R.P.R. Les listes de l'Union pour Paris ont été présentées par M. Chirac, mais la moitié des candidats soutenus par M. Chirac n'appartiennent pas au R.P.R.

1^{er} ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Pierre Dorel, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

2^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

3^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

4^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

5^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

6^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

7^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

8^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

9^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

10^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

11^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

12^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

13^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

14^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

15^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

16^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

17^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

18^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

19^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

20^e ARRONDISSEMENT (quatre sièges) : M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.) ; M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

Plus de mille cinq cents candidats contre

Quinze cents à deux mille mille candidats du Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) figureront sur les listes du P.C.F. aux prochaines élections municipales. Ces listes, qui seront présentées dimanche 14 février, ont été présentées par M. Jean-Louis Baudouin, conseiller sortant (R.P.R.).

J. DELMAS et Cie

Organisation et financement des communes

FONCTIONS MUNICIPALES

EXTRAIT DU SOMMAIRE

1. Les fonctions municipales

2. Les élections municipales

3. Les mandats municipaux

4. Les conseils municipaux

5. Les commissions municipales

6. Les services municipaux

7. Les finances municipales

8. Les travaux municipaux

9. Les sports municipaux

10. Les loisirs municipaux

11. Les services sociaux

12. Les services culturels

13. Les services de santé

14. Les services de sécurité

15. Les services de transport

16. Les services de logement

17. Les services de formation

18. Les services de recherche

19. Les services de conseil

20. Les services de médiation

21. Les services de médiation

22. Les services de médiation

23. Les services de médiation

24. Les services de médiation

25. Les services de médiation

26. Les services de médiation

27. Les services de médiation

28. Les services de médiation

29. Les services de médiation

30. Les services de médiation

31. Les services de médiation

32. Les services de médiation

33. Les services de médiation

34. Les services de médiation

35. Les services de médiation

36. Les services de médiation

37. Les services de médiation

38. Les services de médiation

39. Les services de médiation

40. Les services de médiation

41. Les services de médiation

42. Les services de médiation

43. Les services de médiation

44. Les services de médiation

45. Les services de médiation

46. Les services de médiation

47. Les services de médiation

48. Les services de médiation

49. Les services de médiation

50. Les services de médiation

51. Les services de médiation

52. Les services de médiation

53. Les services de médiation

54. Les services de médiation

55. Les services de médiation

56. Les services de médiation

57. Les services de médiation

58. Les services de médiation

59. Les services de médiation

60. Les services de médiation

61. Les services de médiation

62. Les services de médiation

63. Les services de médiation

64. Les services de médiation

65. Les services de médiation

66. Les services de médiation

67. Les services de médiation

68. Les services de médiation

69. Les services de médiation

70. Les services de médiation

71. Les services de médiation

72. Les services de médiation

73. Les services de médiation

74. Les services de médiation

75. Les services de médiation

76. Les services de médiation

77. Les services de médiation

78. Les services de médiation

79. Les services de médiation

80. Les services de médiation

81. Les services de médiation

82. Les services de médiation

83. Les services de médiation

84. Les services de médiation

85. Les services de médiation

86. Les services de médiation

87. Les services de médiation

88. Les services de médiation

89. Les services de médiation

90. Les services de médiation

91. Les services de médiation

92. Les services de médiation

93. Les services de médiation

94. Les services de médiation

95. Les services de médiation

96. Les services de médiation

97. Les services de médiation

98. Les services de médiation

99. Les services de médiation

100. Les services de médiation

مكتبة من الأصل

مركز الأمل

SCIENCES

RÉUNI POUR LA PREMIÈRE FOIS AU NIVEAU MINISTÉRIEL

Le conseil de l'Agence spatiale européenne a défini les activités futures de l'organisation

Pour la première fois depuis la création de l'Agence spatiale européenne (ESA), le conseil de l'Agence s'est réuni - au niveau ministériel - Les ministres responsables de la politique spatiale dans chacun des pays membres - Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, - ainsi que quatre autres pays - Autriche, Canada, Irlande et Norvège - ont été à Paris ce lundi 14 février et mardi 15, avec un ordre du jour chargé. Ils ont défini les activités futures de l'Agence.

C'est le 15 avril 1975 que s'est tenue à Bruxelles la conférence spatiale européenne, qui devait décider la transformation de l'Organisation spatiale européenne (OSE) en Agence spatiale européenne, celle-ci devant reprendre les missions de l'ESA, qui construisait des lanceurs. Cette mutation traduisait un changement d'orientation. L'ESA était un organisme de recherche scientifique. L'Agence doit mener à bien des programmes qui visent à l'utilisation de l'espace. Outre son programme scientifique, elle doit construire un satellite météorologique (Météosat), plusieurs satellites de télécommunication (Odis, Marots, Ariane, etc.), un laboratoire spatial habité (Spacelab), qui sera lancé sur orbite par la navette spatiale américaine, et enfin la fusée Ariane, qui permettra à l'Europe, après 1978, de moins dépendre des États-Unis pour le lancement de ses satellites.

Tous ces programmes d'application ont des visées autres que scientifiques, mais ils en sont tous à la phase de développement : actuellement seule est décidée la construction de quatre fusées Ariane, destinées à des tir de qualification et celle d'un seul Spacelab, qui sera livré à la NASA. Le satellite de télécommunication Odis a un caractère expérimental, et la décision n'est pas encore prise de l'industrialiser. De plus, ces programmes, décidés en 1971 et 1972, touchent à leur fin : les satellites Odis et Météosat seront lancés en 1977 - ainsi que deux satellites scientifiques ; le satellite de communications Marots sera en 1978. Le passage des programmes de développement à la phase opérationnelle est donc urgent.

FAITS DIVERS

UNE LÉGÈRE DÉCRUE DES RIVIÈRES S'EST AMORCÉE DANS LA RÉGION RHONE-ALPES

Les pluies abondantes qui se sont abattues depuis le début du mois sur l'ensemble de la France, ainsi que la fonte précoce des neiges, ont provoqué un peu partout de fortes crues. Dans la région Rhône-Alpes, la montée des eaux s'est stabilisée, et une légère décrue des rivières s'est amorcée au cours du week-end. Mais la situation reste préoccupante dans certains secteurs.

Sur la Saône, une crue de 1,50 mètre a été enregistrée à Saint-Laurent, près de Mâcon, et le village voisin de Vézennes, isolé par les eaux. Le ravinement par les eaux, le ravinement des berges de canots à moteur. Au pont de Saint-Laurent, les marins doivent démonter les superstructures de leurs péniches pour passer sous les arches.

Sur la Rhône, la passerelle du pont de Chavanay, reliant les départements de l'Ain et de la Loire, a été emportée par les eaux. Le tablier, qui s'est abîmé de 2,50 mètres, n'est plus retenu que par les câbles de suspension. La Rhône a atteint, samedi 12 février au matin, la cote de 3,72 mètres au pont Morand, à Lyon, et à Mâcon le niveau de la Saône est monté à 5,38 mètres.

Dans les Pays de la Loire, notamment à Angers, où il est tombé 42 litres d'eau au mètre carré depuis le début du mois de février, la crue la plus forte est celle du Loir.

À Paris, la préfecture de police a recommandé aux automobilistes de ne plus garer leurs véhicules sur les berges de la Seine. Une neutralisation possible et progressive des voies situées le long de la Seine est également prévue. M. de la Roche, préfet de la Seine, a fait connaître, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 février, que les hommes d'équipage au large des côtes britanniques ont repéré deux corps, mais qu'ils n'ont pas été retrouvés.

Après l'accord de Genève sur l'utilisation des satellites de diffusion directe

Les pays européens pourront disposer en 1979 de cinq chaînes de télévision supplémentaires

Genève - La conférence administrative mondiale de radiodiffusion par satellites, qui s'est tenue du 10 janvier à Genève, a adopté une résolution sur l'utilisation des satellites de radiodiffusion par satellites (RDS), plus de 100 pays ont représenté, dont onze pays, à Paris, le dimanche 13 février, au lieu du vendredi 12.

Le résultat le plus spectaculaire de cette conférence sera d'offrir à la région 1 (Afrique, Europe, U.R.S.S. et Mongolie) cinq chaînes supplémentaires de télévision, et à la région 2 (Asie et Océanie) quatre chaînes (2).

Les États-Unis figurent parmi les signataires des actes finaux. Ils ont déclaré que, dans l'attente d'un accord définitif, ils continueront à fournir des programmes de radiodiffusion par satellites de télévision. Les États-Unis ont fait quelque peu figure de cavalier seul tout au long des travaux de la conférence.

Cuba, le Mexique et le Venezuela, qui avaient commencé par se retirer, ont fini par s'aligner sur la position américaine. Le résultat n'aura donc pas été de planifier pour la région des Amériques, mais une procédure spéciale va être mise en vigueur jusqu'à l'adoption d'un plan spécial qui sera établi par une conférence régionale américaine en 1982.

La conférence, qui se voulait essentiellement technique, s'est heurtée à des difficultés de divers ordres. Les revendications de souveraineté, en dépit du fait que le sous-comité juridique du comité des Nations unies sur l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique n'a jamais clairement défini où commençait cet espace et que le satellite qui dessert un pays doit être placé au-dessus de celui-ci. Cela n'a pas empêché en 1976, lors de la conclusion à Bogota d'un accord sur ce point, les pays de la région d'Amérique latine de revendiquer des droits sur la préférence orbitale géostationnaire.

Près de tous les pays ont commencé par se montrer pressés et exigeants. C'est ainsi que l'Arabie saoudite a demandé la mise sur orbite d'un satellite spécial qui desservirait tous les pays de l'Arabie, de Djibouti à Djakarta, et a manifesté quelques difficultés à renoncer à cette revendication. La France a demandé la mise sur orbite d'un satellite spécial qui desservirait tous les pays de l'Afrique, de Dakar à Djakarta, et a manifesté quelques difficultés à renoncer à cette revendication. La France a demandé la mise sur orbite d'un satellite spécial qui desservirait tous les pays de l'Afrique, de Dakar à Djakarta, et a manifesté quelques difficultés à renoncer à cette revendication.

MÉDECINE

Une soixantaine de cas d'hépatite virale ont été recensés, depuis le 30 janvier, parmi les habitants de Labégude-de-Val (Ardèche). Des analyses effectuées par la Direction de l'hygiène publique de la région ont permis de constater la présence de germes dans l'eau potable distribuée à la population de la localité. La DASS a demandé à la population d'arrêter de boire l'eau du robinet, et de se procurer de l'eau en bouteille ou de javelliser, avant l'usage, l'eau sortant des robinets. D'autres mesures devront probablement être envisagées.

JUSTICE

FAITS ET JUGEMENTS

Attentat contre des véhicules de la gendarmerie à Saint-Brieuc.

Un attentat à l'explosif a endommagé six véhicules de la gendarmerie à Saint-Brieuc (Côte-d'Ivoire) dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 février. En raison de la reconstruction en cours d'une nouvelle caserne, les différents services de gendarmerie du chef-lieu sont dispersés dans les rues de la ville. Les véhicules (trois camionnettes et trois voitures légères) visés par l'attentat se trouvaient ainsi garés dans la nuit sur un parking d'une administration proche dont la clôture n'offre aucune difficulté de franchissement.

Une incarcération après l'incendie du centre Dom-Bosco.

Un incendie a ravagé le centre Dom-Bosco, à Montpellier, qui a été ravagé par un incendie criminel dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 février, causant la mort de cinq personnes, a été arrêté et inculpé d'incendie volontaire. Le jeune homme n'a pas encore été interrogé. Il semble cependant établi qu'il se soit rendu à la scène du crime avec un étudiant lib-

mais, M. Glacem Youssouf, grièvement blessé au cours du sinistre. Les enquêteurs avaient été surpris dès le début de leur enquête de constater que M. Hassan Ali était le seul occupant de l'appartement à avoir échappé sans difficulté aux flammes, habillé et chaussé, comme si le feu ne l'avait pas surpris dans un sommeil comme les autres occupants du foyer. (Corresp.)

Mandat d'arrêt contre les frères Schlumpf.

Le tribunal régional de la justice judiciaire de Strasbourg a rendu un mandat d'arrêt contre les frères Schlumpf, propriétaires du Groupe scolaire (Le Monde du 12 février). Inculpés pour abus de biens sociaux, après la plainte déposée par les syndicats, les frères Schlumpf seraient actuellement en fuite, ce qu'ils doivent prochainement devant le tribunal de grande instance de Mulhouse.

Après l'incendie à l'École de M. de la Roche.

Après l'incendie à l'École de M. de la Roche, à Bordeaux (Le Monde du 12 février), une deuxième personne vient d'être arrêtée. Il s'agit de M. Alain Thonon, vingt-sept ans, président-directeur général d'une société bordelaise d'outillage industriel. Ce serait au profit de ce dernier que M. Masny aurait détourné une somme de 5 millions de francs en ouvrant dans sa banque des crédits sur des comptes fictifs. M. Masny et Thonon doivent être prochainement confrontés afin de découvrir les raisons de ces malversations.

La nouvelle présentation du jugement.

Le jugement du 11 janvier, relatif à la présentation des jugements, a été présenté par M. Adolphe Tournier, président de la commission de rénovation du langage judiciaire, lors de la conférence de presse qu'il a tenue le 8 février. (Le Monde du 8 février.)

SELON « L'EXPRESS » Jean de Broglie a été victime d'un gang international de criminels en col blanc

« L'Express » de ce lundi 14 février publie une enquête de M. Jacques Derogy, qui tente d'expliquer les mobiles du meurtre de Jean de Broglie. Selon M. Derogy, le député de l'Eure aurait été éliminé parce qu'il risquait de mettre en lumière un trafic de réceptifs transpondeurs de France, qui lui aurait été remis en garantie du prêt de 100 millions de francs. M. de Broglie était le seul à avoir cherché à faire connaître ce trafic.

« Varga », l'Express, s'interroge sur la qualité de M. Jacques Derogy, qui tente d'expliquer les mobiles du meurtre de Jean de Broglie. Selon M. Derogy, le député de l'Eure aurait été éliminé parce qu'il risquait de mettre en lumière un trafic de réceptifs transpondeurs de France, qui lui aurait été remis en garantie du prêt de 100 millions de francs. M. de Broglie était le seul à avoir cherché à faire connaître ce trafic.

Les cinq inculpés confrontés

Après avoir été confrontés par l'Express, M. Guy Broché, juge instructeur de la Cour de cassation, a procédé à une nouvelle confrontation entre cinq inculpés, MM. Guy Simoné, Gérard Fréchet, Pierre de Vaux, et deux autres. Cette confrontation aurait surtout porté sur la façon dont la police a mené l'enquête.

FAITS ET JUGEMENTS

Attentat contre des véhicules de la gendarmerie à Saint-Brieuc.

Un attentat à l'explosif a endommagé six véhicules de la gendarmerie à Saint-Brieuc (Côte-d'Ivoire) dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 février. En raison de la reconstruction en cours d'une nouvelle caserne, les différents services de gendarmerie du chef-lieu sont dispersés dans les rues de la ville. Les véhicules (trois camionnettes et trois voitures légères) visés par l'attentat se trouvaient ainsi garés dans la nuit sur un parking d'une administration proche dont la clôture n'offre aucune difficulté de franchissement.

Une incarcération après l'incendie du centre Dom-Bosco.

Un incendie a ravagé le centre Dom-Bosco, à Montpellier, qui a été ravagé par un incendie criminel dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 février, causant la mort de cinq personnes, a été arrêté et inculpé d'incendie volontaire. Le jeune homme n'a pas encore été interrogé. Il semble cependant établi qu'il se soit rendu à la scène du crime avec un étudiant lib-

mais, M. Glacem Youssouf, grièvement blessé au cours du sinistre. Les enquêteurs avaient été surpris dès le début de leur enquête de constater que M. Hassan Ali était le seul occupant de l'appartement à avoir échappé sans difficulté aux flammes, habillé et chaussé, comme si le feu ne l'avait pas surpris dans un sommeil comme les autres occupants du foyer. (Corresp.)

Mandat d'arrêt contre les frères Schlumpf.

Le tribunal régional de la justice judiciaire de Strasbourg a rendu un mandat d'arrêt contre les frères Schlumpf, propriétaires du Groupe scolaire (Le Monde du 12 février). Inculpés pour abus de biens sociaux, après la plainte déposée par les syndicats, les frères Schlumpf seraient actuellement en fuite, ce qu'ils doivent prochainement devant le tribunal de grande instance de Mulhouse.

Après l'incendie à l'École de M. de la Roche.

Après l'incendie à l'École de M. de la Roche, à Bordeaux (Le Monde du 12 février), une deuxième personne vient d'être arrêtée. Il s'agit de M. Alain Thonon, vingt-sept ans, président-directeur général d'une société bordelaise d'outillage industriel. Ce serait au profit de ce dernier que M. Masny aurait détourné une somme de 5 millions de francs en ouvrant dans sa banque des crédits sur des comptes fictifs. M. Masny et Thonon doivent être prochainement confrontés afin de découvrir les raisons de ces malversations.

La nouvelle présentation du jugement.

Le jugement du 11 janvier, relatif à la présentation des jugements, a été présenté par M. Adolphe Tournier, président de la commission de rénovation du langage judiciaire, lors de la conférence de presse qu'il a tenue le 8 février. (Le Monde du 8 février.)

DROGUE : DEUX NOUVELLES VICTIMES SUR LA COTE D'AZUR

Deux jeunes ■■■■ sont morts sur ■■■■ d'Azur, à la fin de la semaine dernière, ■■■■ d'absorption massive de drogue. La première ■■■■, ■■■■ M. Loïc Villaret, vingt ans — a été trouvée morte par ses amis, ■■■■ matin 11 février, dans ■■■■ studio ■■■■ Nice. Les enquêteurs n'ont ■■■■ retrouvé ■■■■ seringue ■■■■ ni ■■■■ stupéfiants au domicile de M. Villaret, ■■■■ qui ■■■■ ■■■■ qu'il aurait pu prendre une ■■■■ mortelle ■■■■ drogue au cours d'une ■■■■ hors de chez lui avant d'être ramené ■■■■ studio. L'autopsie, pratiquée le 11 février, devrait permettre de connaître ■■■■ la nature ■■■■ produit absorbé.

une victoire dont il faut se rendre compte », a-t-il souligné.

Il a, enfin, déploré qu'il n'y ait pas de meilleure coordination entre les différents acteurs au niveau européen, indiquant qu'il existe en France une « double peine » pour les homologues allemands.

Mme Veil : les socialistes sont de plus en plus

Interrogée, dimanche 13 février, à Paris, par l'intermédiaire de Radio-France, Mme Simone Veil, ministre de la santé, a répondu, indiquant : « Je ne suis pas qu'un homme, mais un homme qui a été brutalement démaçonné ».

endait à l'initiative d'une mobilisation. « Il est certain que l'objectif est d'engager collectivement, avec nos collègues européens, et auprès du ministre de l'Intérieur des Pays-Bas, une action pour limiter le commerce de la drogue, en particulier à Amsterdam », a-t-il précisé.

Interrogée, dimanche 13 février, à Paris, par **Radio-France**, Mme Simone Vell, ministre de la santé, a notamment indiqué : « Je ne suis pas sûr qu'il y ait brutalement beaucoup plus de drogues, mais il y a une montée lente, et, surtout, ce qui est inquiétant, c'est que les drogues sont de plus en plus jeunes. » D'autant que « des **14-15** ans ensuite **plus difficiles** à désintoxiquer ».

haschisch — qui vendait des drogues légères si on en croit certains — un jour on l'aurait totalement conduit à la dépression. Par conséquent, il est criminel d'accablér l'idée d'usage de drogues, qui pourraient fumer du haschisch sans en avoir besoin d'héroïne ou de cocaïne... »

En trafiquant de drogue, celui qui donne la drogue à un jeune, n'a aucune excuse. Si j'étais juré, je serais la prison à perpétuité, parce que je trouve que c'est abominable et criminel à l'égard des jeunes enfants et de la jeunesse. »

Six personnes sont mortes d'abus de stupéfiants au cours de la semaine dernière à Berlin-Ouest, annonce la police de la ville. Les décès extensifs de drogue ont provoqué cinquante quatre appels à l'assistance sociale et à la police. Les personnes ainsi mortes sont les suivantes : un homme de 35 ans, qui s'est suicidé depuis le début de l'année.

Dans la même journée de vendredi 11 février, quatre personnes ont été tuées : une femme de 45 ans, qui s'est suicidée par un surdosage de médicaments, une fille de 18 ans, qui s'est suicidée dans la prison municipale de Berlin. — (A. P. P.)

Un commerce artisanal

L'année 1976 a été marquée par une recrudescence des faits de trafic liés à l'usage du cannabis en France. Cette année le Service d'information a constaté que l'intérieur, à l'origine du brusque accroissement du nombre des affaires de la drogue (158 affaires contre 31 en 1975), était devenu le principal lieu de trafic des drogues interpellées. En 1976, note encore le bulletin, 22,8 % des affaires de la drogue ont été constatées à l'intérieur contre 5,8 % l'année précédente. Le nombre des trafiquants appréhendés (329) a augmenté de 50 % et celui des drogués interpellés (3 859) de 24,3 %.

L'année 1976 a été marquée par une recrudescence des tentatives de trafic et de l'usage de l'héroïne en France. On est, entre le bulletin d'information de la commission de l'intérieur, à l'origine du brusque accroissement de la part des trafiquants de la drogue (28 contre 37 en 1975). Parmi les drogués interpellés en 1976, note encore le bulletin d'information de la commission de l'intérieur, 5,8 % l'année précédente. Le nombre de trafiquants appréhendés (293) a augmenté de 50 % et celui des drogués interpellés (3 859) de 24,3 %.

cas précédent, les enquêteurs estimaient que le jeune Américain a pris du « brown sugar » en provenance d'extrême-Orient. Les interrogations de toxicomanes et de revendeurs se sont multipliées au cours des derniers jours. A Longview (Mauricie-et-Mississipi) une douzaine de personnes ont été interrogées, mais aucune n'a été interpellée, samedi le fuyeur, au cours d'une opération de police : le seraient partie d'un réseau de diffusion de drogue en Louisiane et auraient été arrêtés avec cinq trafiquants déjà incriminés. Parmi eux se trouve Mme Françoise Philippa, d'Andin-le-Tieble (Mauricie-et-Mississipi), dont le mari est actuellement en Espagne en raison de son rôle de complicité. A Nancy, trois jeunes trafiquants âgés de

Pour Michel Foucault, la police se trouve confrontée à un problème nouveau résultant de la disparition des « grands réseaux » et au profit d'un « commerce de détail ». « Ce commerce est très difficile à déceler », a-t-il déclaré, le 11 février, à Toul (Meurthe-et-Moselle), où il inaugurait le séminaire de réflexion sur les « nouvelles formes de délinquance de réseaux différents. Le travail de la police est de repérer ces réseaux et d'essayer de les démanteler. A Nice, au cours de ces deux dernières mois, on a procédé à la saisie de 200 tonnes de produits ».

Le ministre a également déclaré : « La police a le travail de repérer les réseaux de la délinquance, mais elle ne peut pas empêcher la délinquance de se produire. C'est la tâche de la justice. La police a le rôle de prévention, mais elle agit auprès des familles. La drogue est en rediffusion ».

Les enfants d'Izieu

[illegible]

Les croisés du sexe fort

[illegible]

des moyens financiers insuffisamment élevés (...). Si vous êtes en retard d'une pension, la force publique, si forte en d'autres domaines, déploiera sans succès les efforts du paiement direct et du recouvrement par le Trésor.

Heureusement, la loi sur le divorce n'a pas interdit aux adhérents de la Christianisme sociale de pareille pratique. Avec beaucoup d'émotion, nos deux pères éproués par la loi de la garde de leurs enfants. C'est avec beaucoup de bonheur qui est l'origine du sondage que l'association a fait réaliser, dans vingt-quatre départements. Le sondage a été réalisé, par nos adhérents, au nombre aujourd'hui de quinze

82,5 % des personnes interrogées ont répondu « oui » à la question : « L'enfant a-t-il le droit de choisir de vivre avec son père ou avec sa mère ? ». Un homme sur quatre, selon la tradition masculine, considère l'obligation de la femme de s'occuper de l'enfant comme la plus grande injustice.

Né en novembre 1975 d'une mère du Maronnisme de la condition masculine et paternale (M.C.M.P.), le Chevalier de la République aujourd'hui est un banquier à majorité de la même espèce que celui-ci, c'est-à-dire, à l'instar des pères divorcés, mais sans s'attaquer, la République de M.C.M.P., à la République de la République - tout entière.

[illegible]

M. Marchais a évoqué, à R.T.L., les problèmes de la drogue en déclarant : « Je suis convaincu pour ma part qu'un jeune qui commence même par utiliser la

**L'ALCOOL
SERAIT RESPONSABLE
DE 40 % DES MORTS
SUR LES ROUTES**

**L'ALCOOL
SERAIT RESPONSABLE
DE 40 % DES MORTS
SUR LES ROUTES**

portant sur le nombre d'accidents mortels dus à une consommation excessive d'alcool sont erronées », vient d'affirmer le professeur Got, de l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches, après avoir analysé les données portant sur trois cent vingt-huit accidents mortels ayant provoqué trois cent soixante-dix huit décès, survenus entre 1970 et 1975 en Ile-de-France, le professeur Got, et M. Christian Thomas, co-auteur de l'étude, ont estimé qu'une alcoolémie supérieure ou égale au taux légal (0,80 gramme/litre) ne pu être constatée chez 38 % des responsables d'accidents mortels; ce chiffre peut être comparé à moins de 10 % dans les statistiques établies jusqu'à

« Ces taux augmentent régulièrement chaque année, parallèlement à la progression de la consommation d'alcool. C'est évident. De plus, nous sommes responsables de l'enquête, mais, hélas, lorsqu'ils sont responsables et victimes d'accidents mortels de la circulation, nous sommes responsables de 68 %, dans un état d'ébriété avancée. Parmi ceux qui ne sont pas responsables d'accidents mortels, on trouve une proportion de 10 %, ce qui est nettement moins de conducteurs de taux d'alcoolémie supérieure à la moyenne.

« L'ensemble de ces résultats, a souligné le professeur Göt, sont comparables à ceux qui ont été obtenus dans d'autres pays européens, comme la Finlande, la Suède et la France.

« Pour ce qui est de cette situation, les auteurs de cette enquête proposent de pratiquer une politique de dépistage systématique sans se faire porter d'illusions sur une amélioration de la proposition en attendant généralement.

Pour l'Afrique, changez à Douala

Le Cameroun est exactement au milieu de l'Afrique. C'est un hasard géographique. C'est aussi un hasard très pratique.

A partir de Douala, vous pouvez aller à Dahir, Abidjan, Cotonou, Lagos, N'Djaména, Bangui, Libreville et Brazzaville.

Avec Cameroon Airlines. Et en Boeing 737.

Cameroon Airlines, nationalité oblige, relie également tous les centres régionaux du Cameroun. Là où vos rendez-vous peuvent vous conduire.

Et pour aller à Douala ? Vous partez de Paris, Marseille, Genève ou Rome sur un Boeing 707 Intercontinental Cameroon Airlines.

Le lundi, mercredi et samedi.

Une dernière chose : les repas, la musique et les films sont bons. Et nos ont beaucoup de charme.

Le voyage.

l'aiguille aller en Cameroun en bonne compagnie. Envoyez vos boîtes, Merci.

Nom


Adresse

Cameroon Airlines
22, boulevard des Capucines
92000 PARIS.
Tél. 075.83.40.

1000177

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.
CAMEROON AIRLINES

**Du 21 au 28 février,
les «petites vacances»
de vos enfants...**



Qu'avez-vous prévu?

Pour ces petites vacances, un effort particulier sera fait dans notre région : de nombreuses activités de loisir et de détente attendent les jeunes de 5 à 13 ans.

Pour la première fois en France, 6 grandes associations - d'horizons très différents (Éclaireurs et Éclaireuses de France, Fédération des Familles de France, France et Franches Comrades, Guides de France, Scouts de France, Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs) - ont décidé d'intensifier leurs efforts pour que ces petites vacances de Février deviennent des vacances passionnantes... et pour que les parents ne retrouvent pas les problèmes qui se posent à eux chaque fois que l'on annonce quelques jours de vacances scolaires.

Précisons que ces nombreuses activités sont bien conçues pour leurs activités éducatives et culturelles en faveur des jeunes : leurs initiatives renforceront l'action locale traditionnelle.

Renseignez-vous bien vite auprès de l'Informateur régional de Loisirs Jeunes :

LOISIRS JEUNES PARIS : 225-50-28 ■ MINI - JOURNAL TELEPHONE : 258-17-70.

qui vous indiquera les différentes possibilités d'accueil. (Selon les activités et le nombre de repas prévus, participation aux frais de 5 à 15 F par jour)

Une campagne d'information «Petites Vacances» est organisée avec le patronage et l'aide du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, du Secrétariat d'Etat de l'Action sociale et l'appui des Autorités de notre région.

Campagne d'information «Petites Vacances» réalisée par Loisirs Jeunes - 38, rue de Ponthieu - 75008 PARIS - Tél. 225.60.28.

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

ISSEC : Printemps 1977

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des études économiques et commerciales a été créé il y a neuf ans par l'ESSEC. Étroitement lié à la grande école de gestion, l'ESSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits qui totalisent

de cinq cents heures de travail sur deux années et la rédaction d'un mémoire conduisant à un diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions

et de tous secteurs : ils étaient un millier l'année. Précisons que, si les statistiques indiquent que 70 % des auditeurs ont des diplômes d'enseignement supérieur, les engagements sont conçus pour être suivis également par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Les participants décident de leur

plan de perfectionnement. Ils sont tenus de s'inscrire à la fin du programme « long » (deux ans). Les cours, généralement donnés par professeurs complets, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy. L'ISSEC est partenaire du Gernie.

SESSION DE PRINTEMPS 1977 :

Le centre d'orientation est ouvert

Plan de perfectionnement et orientation

CHACUNE inscription est subordonnée à une inscription préalable à l'ISSEC, qu'il s'agisse d'une inscription pour un ou plusieurs crédits, ou d'une inscription pour un ou plusieurs modules de perfectionnement.

Le Centre d'Orientation, permanence de l'ISSEC, reçoit, en priorité, jusqu'au 7 mars 1977, les personnes intéressées par les crédits de printemps 1977.

Il est également à la disposition des responsables du personnel ou de la formation d'entreprises pour l'enseignement de l'ISSEC sur leur plan de formation ou leur comme en intra-entreprise.

Le choix d'un institut

EN matière de formation permanente, les stages de perfectionnement ou les modules de perfectionnement sont des outils essentiels. Les diplômés et les cadres qui affluent sur les lieux de formation posent un problème de choix d'institut : comment faire un choix entre ces différentes propositions ?

La solution est simple : il faut se demander si l'institut choisi est capable de répondre à la fois aux besoins de la formation et à ceux de la gestion. L'ISSEC est un institut qui répond à ces deux besoins.

De ce point de vue, l'ISSEC est un institut remarquable : il a mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

L'ISSEC s'est placé — en très peu de temps — parmi les tout premiers centres de perfectionnement des cadres et des ingénieurs dans le monde.

L'ISSEC est un institut ultra-moderne que l'ESSEC a fait bâtir à Cergy-Pontoise, et qui permet de multiplier par vingt le nombre de ses locaux sans cours et sans interruption de la formation.

(1) Compte tenu des interruptions intra-entreprises.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

Les programmes de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un domaine précis, sans absence prolongée hors de l'entreprise. Les programmes sont conçus pour être suivis par des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions et de tous secteurs.

De plus, les programmes de perfectionnement ISSEC sont conçus pour être suivis par des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions et de tous secteurs.

Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés, conférences, travaux dirigés et travaux de groupe. Chaque crédit est suivi par une équipe de professeurs praticiens d'entreprise et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion ou des techniques administratives : chaque crédit est suivi par une équipe de professeurs praticiens d'entreprise et animateurs.

Des groupes de travail (de cinq à huit sessions) sont constitués au sein de chaque crédit.

Les diplômes de spécialité ISSEC

Les diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelées « options » (voir tableau ci-dessous). Les demandes de diplômes sont reçues aux sessions de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, ou dans un maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le candidat est soutenu devant un jury souverain dans un délai de six mois maximum à compter de la date de la dernière session de perfectionnement.

Deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :

1) Soit à raison d'un crédit par session : chaque crédit représentant deux semaines de cours, chaque formule est particulièrement adaptée aux cadres et ingénieurs qui ont une activité professionnelle importante et qui ne peuvent pas se consacrer à temps plein à la formation.

2) Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois ; cette formule est principalement destinée aux cadres et ingénieurs d'entreprises.

OPTIONS	CREDIT I	CREDIT II	CREDIT III	CREDIT IV
A. — FONCTIONS PERSONNEL	Les Techniques de Base	Structures et Communications	Plan des Relations de Travail	A. Politiques B. Droit du Travail
B. — FONCTION FORMATION	Les Méthodes de Formation Permanente	La Pratique de la Formation	a) Organisation et gestion de la formation b) L'audiovisuel en formation	Psychopédagogie de la formation
C. — MARKETING	Marketing International	A) Méthodes d'analyse en marketing B) Marketing des produits industriels C) Marketing des produits de consommation D) Marketing des services	B) Études et recherches en marketing C) Publicité D) Politique de distribution et merchandising	1) Politique de marketing
D. — GESTION COMPTABLE ET CONTRÔLE DE GESTION	Comptabilité de gestion	Comptabilité analytique de gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de gestion
E. — GESTION FINANCIÈRE	Gestion Financière	A. Bourse et Évaluation des sociétés B. Crédit et Institutions Financières	C. Les Décisions Financières dans l'entreprise D. Les finances internationales	
F. — GESTION DE LA PRODUCTION	Éléments de gestion de la production	Techniques de planification et de Contrôle de la production	Conception d'un système de production	Processus de production et gestion du personnel
G. — SECRETARIAT GÉNÉRAL	Fonctions spécifiques du secrétariat général	Droit des sociétés	Fiscalité Technique contractuelle	Les techniques de base de la fonction personnel

1. — INITIATION À LA GESTION DE L'ENTREPRISE	Introduction à la gestion d'entreprise			
2. — RELATIONS HUMAINES	Expression orale	La conduite de réunion	Méthodes d'enquêtes	
3. — INFORMATIQUE DE GESTION	Éléments de base d'informatique			
4. — DROIT DE LA GESTION	Droit général des affaires	Droit du travail	Fiscalité	
5. — ÉCONOMIE	Initiation à l'économie industrielle			
6. — LOGISTIQUE	Notions fondamentales de logistique			
7. — ORGANISATION	Les techniques d'organisation	Les structures d'organisation		
8. — MÉTHODES QUANTITATIVES POUR LA GESTION	L'utilisation des méthodes quantitatives			

L'Association des diplômés ISSEC

L'Association des diplômés de l'ISSEC a été créée par la loi du 1^{er} juillet 1971, sur proposition de l'ESSEC, et a pour but de promouvoir les relations amicales entre les diplômés de l'ISSEC.

Elle a pour objectifs : — de protéger et développer les droits attachés au diplôme de spécialité de l'ISSEC ; — de veiller au maintien du niveau du diplôme et d'assurer la promotion du diplôme.

Elle a pour objectifs : — d'entretenir avec l'Association des anciens diplômés de l'ESSEC des relations étroites et utiles ; — d'aider et conseiller les titulaires de quatre crédits de l'ISSEC dans la préparation de la thèse de leur mémoire et de la préparation de la thèse de leur mémoire.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à l'ASSOCIATION DES DIPLOMÉS ISSEC, 10, rue Copernic, 75008 Paris, tél. 522-48-49.

Pour une information plus complète

M. _____

Adresse personnelle : _____ Tél. : _____

SOCIÉTÉ : _____

Adresse de la société : _____ Tél. : _____

FONCTION : _____

Désirerait recevoir une brochure de documentation sur l'ISSEC ☐

Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC

Établissement privé d'enseignement supérieur

24, rue Hamelin, 75116 PARIS

Tél. : 727-80-20 - 727-06-20 - 727-05-28

Métro : Boissière ou Léna



EN ESPAGNE

La démocratisation est menacée par l'aggravation de la crise économique

De notre envoyé spécial

MADRID. — La tentative de démocratisation des cours de l'ISSEC a été remise en cause pour des raisons économiques. Les étudiants ne peuvent pas se payer les cours de l'ISSEC. La démocratisation est menacée par l'aggravation de la crise économique. Les étudiants ne peuvent pas se payer les cours de l'ISSEC. La démocratisation est menacée par l'aggravation de la crise économique.

La démocratisation des cours de l'ISSEC a été remise en cause pour des raisons économiques. Les étudiants ne peuvent pas se payer les cours de l'ISSEC. La démocratisation est menacée par l'aggravation de la crise économique.

La démocratisation des cours de l'ISSEC a été remise en cause pour des raisons économiques. Les étudiants ne peuvent pas se payer les cours de l'ISSEC. La démocratisation est menacée par l'aggravation de la crise économique.

(Lire la suite page 17)

10 % des grands sont payés par les

généralement admis qu'un pays paie ses importations en devises que lui rapportent ses exportations. Il arrive cependant que ce schéma soit quelque peu brouillé par la politique des États qui, pour soutenir l'activité de l'industrie nationale, accordent par différents canaux les ventes à l'extérieur, si bien qu'en définitive une partie parfois non négligeable des exportations est indirectement à la charge des contribuables. Tel n'est pas le cas pour la France actuellement.

Il s'agit de la question de la plus ancienne de la politique commerciale internationale. Celles-ci sont de trois ordres : 1) Dépenses des postes

SUR LA LOIRE

NANTES
tél. : (40) 47 61 03
téléc. : 710990

ORLÉANS
tél. : (38) 62 17
téléc. : 780073

sofite jacques borel

36 HOTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 11 43 TELEX 200432

مكتبة الأصل

L'Espagne estime urgent d'attendre

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

هكذا من الأصل

Placards encadrés 2 col. et +
(la ligne colonne) 42,00 48,04
DEMANDES D'EMPLOI 9,00 10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. 70,00

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER 28,00 32,03
"Placards encadrés" 34,00 38,89
Double 38,00 43,47
"Placards" 40,00 45,76
L'AGENDA DU MONDE 28,00 32,03

emplois internationaux

COTE D'IVOIRE

La première Société ivoirienne d'huile de palme en pleine expansion recherche pour ses huilleries de la REGION COTIERE :

- ➔ **PLUSIEURS CHEFS DE PRODUCTION-ENTRETIEN** (Réf. 37 M 037 A)
Adjoints directs du Responsable d'huilleries formation électromécanicien de la marine marchande ou techniciens supérieurs expérimentés.
- ➔ **DEUX RESPONSABLES D'HUILERIES** (Réf. 37 M 037 B)
 - L'un électromécanicien confirmé ayant l'expérience de la gestion d'une unité de production similaire
 - L'autre, jeune ingénieur A & M qui, sur la base d'une première expérience industrielle, souhaite réussir dans un poste pour voir ensuite évoluer ses fonctions dans la Direction Centrale des Huilleries.

Pour tous ces postes, une première expérience de la Côte d'Ivoire est appréciée.

- Logements équipés, meubles, fonction
- Facilités de scolarisation des enfants
- Contrats expatriés et avantages sociaux inhérents.

Adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions, 30, rue de Mogador, 75009 PARIS - en rappelant la référence correspondante.

Les candidats pressentis recevront une documentation sur la Société et les postes à pourvoir avant les entretiens.

Centre de Psychologie Appliquée

OUTRE-MER

UN AGENT TECHNIQUE B.T.S. OPTIQUE

Nathanaël

Ecr. avec C.V. détaillé et prétentions, à n° 96.922, Contesse Publicité, 30, av. de l'Opéra, 75009 Paris, Cote d'Ivoire, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur sont confiés.

LE GROUPE CEGOS

s'accroît son développement professionnel par la qualité des consultants qui y participent.

Ses services d'Etudes, Conseil et de Formation, s'exercent sur un plan international, l'amènent à rechercher des consultants de haut niveau pour leur offrir la réalisation de missions présentes et futures :

- **DEUX SENIOR-CONSULTANTS** pour l'activité de conseil en développement, pour partie, la mise en œuvre de projets de développement en pays en développement et auprès des organismes internationaux et, pour partie, la mise en œuvre de projets de développement.
- **DEUX CONSULTANTS** pour prendre en charge des missions de conseil en finances publiques, un conseil de direction (finances et contrôle de gestion).
- **UN INGENIEUR ECONOMISTE**, spécialiste de la macro-économie, pour conseiller le Gouvernement d'Afrique francophone.
- **UN RESPONSABLE** du développement d'un Etat du Maghreb, des missions d'assistance technique et de conseil en matière de planification.
- **UN EXPERT**, avec une expérience déterminée en matière de comptabilité et de gestion financière, pour un Etat africain, spécialiste des comptabilités et des liaisons avec l'informatique.

Ces postes seront confiés de préférence à des candidats ayant déjà l'expérience du métier de conseil dans l'une ou l'autre des activités mentionnées ci-dessus, et de réaliser des missions internationales.

Adresser lettre man. C.V. détaillé et indiquant prétentions, en mentionnant nos références et sur l'enveloppe la référence correspondante. Une définition complète de la mission retenue sera adressée à l'issue d'une première sélection.

P. F. ROUSSEAU 344-CEGOS 11 qui transmettra 92152 SURESNES l'engagement à respecter et garantir une totale discrétion.

Société des transports internationaux

recherche

cadres transitaires expérimentés

(réf. 11.810 M)

pour grande ville AFRIQUE NOIRE

- expérience et problèmes douaniers et opérations importations indispensables.
- anglais indispensable.

Tous ces postes comportent : statut expatrié ; rétrologement, prévoyance etc.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo précisant la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT 156 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

HOTELLERIE LIBREVILLE

Chaine Hôtelière internationale en plein développement recherche pour son nouvel établissement (Gabon) (800 chambres) :

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

Chargé de l'entretien et de la maintenance de l'ensemble des installations de l'hôtel. Responsable d'une équipe d'environ 20 personnes, il organise et supervise l'ensemble des travaux des différents spécialistes. Digne et de nationalité indifférente, le candidat devra avoir déjà acquis une expérience de plusieurs années de l'entretien en équipes autonomes (de systèmes hôteliers, hôpitaux...) recouvrant et possédant l'ensemble des techniques (électricité, production et circuits vapeur, mécanique d'air industriel...). Excellentes conditions + logement + 1 mois vacances.

Ecr. se réf. 11810/23 à T.A.S. 77, r. La Boétie, Paris-8.

RESPONSABLES DE ZONE EXPORT

Une société Française spécialisée dans les additifs pour l'élevage animal, filiale d'un groupe d'importance internationale recherche pour son service exportation :

INGENIEURS AGRO OU EQUIVALENT

Le développement de la société est le souci principal (Europe du Nord, Moyen-Orient, Extrême-Orient et Océanie). Les candidats techniques ou commerciaux supérieurs, expérimentés, doivent disposer d'une connaissance approfondie de l'élevage animal, d'une expérience technique-commerciale et de quelques déplacements pour des déplacements (1/3 du temps environ).

Anglais courant indispensable.

Lieu de travail : Libreville (Gabon).

Ecrire avec C.V., prétentions, photo à 71137

GANIDE 19, Rue de Montmorency 75003 PARIS - Charge du recrutement

S.I.F.A.

un Groupe international d'activités principales implantées dans les grandes villes d'Afrique, une activité principale sur la production de la grande consommation de type : biscuits, pâtes, briques...

Les bureaux du Groupe sont situés à Paris. Le service de recrutement est à Paris. Il recherche un :

INGENIEUR CENTRALE, AM, IDN, ENSI...

de 25 ans au maximum et ayant une formation technique et une expérience professionnelle de 5 ans minimum.

Il est chargé de la gestion d'une unité de production et de la maintenance de l'ensemble des installations.

DIRECTION D'UNE SOCIÉTÉ

du Groupe, située Outre-Mer. Un premier séjour en établissement est préalable.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence 81/28 à :

CETAGEP 10, rue de la République 75001 PARIS

S.I.E.I.

Importante Société internationale de recherche et d'investigation

Chargés forestiers

pour Afrique Française

1 DIRECTEUR FORESTIER

Il est chargé :

- de la gestion et de la maintenance de l'ensemble des installations forestières.
- de la gestion des ressources forestières.
- de la gestion des ressources humaines.

Il doit posséder une expérience supérieure et plusieurs années d'expérience dans les fonctions mentionnées.

Salaires : selon expérience avec l'expérience du candidat.

S.I.E.I. Adresser C.V. manuscrit et photo à : 32, rue de Dunkerque, 75009 PARIS.

Société Agro-Alimentaire en pleine expansion

recherche

COLLABORATEUR

qui sera chargé :

RECRUTEMENT

PERSONNEL COMMERCIAL : Représentants et Cadres Intermédiaires

Intégrer dans un service de Formation 2. Intégrer dans un service de Formation 2. Intégrer dans un service de Formation 2.

- COMPÉTENCE
- EXPÉRIENCE
- DISPONIBILITÉ.

Le poste est à pourvoir dans une ville côtière de Bretagne. Salaires : selon expérience.

Merci d'adresser votre C.V. et photo à n° 8.917.

COFAP 20, rue de Chabrol 75010 Paris

INDUSTRIE DU BOIS EN COTE D'IVOIRE

recherche pour son département Agencement - Décoration et Fabrication :

UN DÉCORATEUR AGENCEUR

capable d'effectuer des projets, d'un style moderne et de créer des ambiances de travail pour les bureaux.

Il doit posséder une expérience supérieure et plusieurs années d'expérience dans les fonctions mentionnées.

Salaires : selon expérience avec l'expérience du candidat.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo à : 11, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS, qui transmettra.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Direction générale, fonctions multiples.											
Marketing relations publiques publicitaires.											
Informaticien.											
Production entretien.											
Ingenieurs.											
Etudes organisation et recherche.											
Direction financière et administrative.											
Comptabilité.											
Personnel formation relations humaines et sociales.											
Direction commerciale vente.											
Ingenieurs commerciaux et technico-commerciaux.											

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)											
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
13 semaines	39	77	112	146	177	208	234	264	283	304	324
26 semaines	69	134	195	254	308	361	408	453	494	532	566
52 semaines	118	230	336	436	530	618	700	777	847	912	971

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre règlement par ch. bancaire l'ordre du _____ ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris) ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

offres d'emploi.

REPRODUCTION INTERDITE

Offres d'emploi

aché de direction
Le chef de son service réalisations immobilières

Joint au
leur des achats

hef de groupe
rice des ventes

LogAbax
CONSTRUCTEUR FRANÇAIS
DE TERMINAUX
INFORMATIQUES DE GESTION

MONTEURS DE
INATION MAINTENANCE

CADRE RESPONSABLE
CONTROLE DE GESTION

EN JEUNE CADRE
AGENT DE MAINTIEN

La Direction Financière
Administrative
d'un
Groupe Industriel

GESTIONNAIRE CONFIRMÉ
EN VALEURS MOBILIÈRES

Offres d'emploi

RANK XEROX
le chef de son service réalisations immobilières
120.000 F +

S.O.M.O.S. S.A.
Premier Français de matériels
pour l'optique de précision

JURISTE
Licence et Doctorat
ayant commencé à se spécialiser dans le DROIT DU TRAVAIL

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Constructeur de rotatives d'imprimerie
pour succéder le Chef de son Bureau d'Etudes

La Direction Financière
Administrative
d'un
Groupe Industriel

GESTIONNAIRE CONFIRMÉ
EN VALEURS MOBILIÈRES

Offres d'emploi

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE
recherche pour sa succursale de PARIS
le responsable
chargé de concevoir et de mettre en œuvre le département

ESCOMPTE
Le candidat aura une grande expérience dans ce domaine, acquise au sein d'une agence comptablement autonome.

INGÉNIEUR/TECHNICIEN
dans le domaine de la sécurité un poste de coordination technique entre le siège et différentes administrations en Europe/Afrique/Moyen-Orient.

JURISTE
à la Fonction "Personnel"
Par expérience ou par études

GENTRE INFORMATIQUE PARIS
recherche
PUPITREUR DÉBUTANT

COMPTABLE
TRES IMPTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE recherche :

LABORATOIRE D'ESSAIS
78-VILLACORREY
recherche

Offres d'emploi

IMPTE SOCIÉTÉ NÉGOCE
ACIERS SPÉCIAUX
recherche
PROGRAMMEUR CONFIRMÉ COBOL

CONTENTIEUX
Il est des premières de Service français, d'importance internationale, qui ont une formation supérieure.

JEUNE CADRE EXPORTATION
expérience confirmée des problèmes de transport internationaux pour prendre rapidement responsabilité de Service Transport, Anglais obligatoire.

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES
recherche
CHARGÉS D'ÉTUDES ASSURANCE VIE

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS ET PUBLI-CITÉ
recherche
Adjointe au CHEF DE FABRICATION

UN PROGRAMMEUR ASSEMBLEUR
1500 lignes, O.S.V.S.
Min. 2 ans exp.

TELECOM-AIRTRONIC
Centre de service
Contrôle de gestion

PAPST-FRANCE
à CRETEIL
TECHNICO-COMMERCIAL

Offres d'emploi

CHEF DE PROJET
Nous sommes à l'important de distribution France. Important de distribution France.

Importante Société Chimique
de NEUILLY recherche pour les SERVICES FINANCIERS
COLLABORATEUR

3M
de Beauchamp (Val d'Oise)
ingénieur chimiste

Groupe Chimique Important
(Neuilly - Babion)
recherche
CADRE FISCALISTE

EXPLOITANT CONFIRMÉ
Intégré au département Crédit-Bail, il devra des actions de prospection, de négociation et d'études de dossiers.

BANQUE HERVET
Direction du Personnel
127 Avenue Charles-de-Gaulle, 92201 Neuilly-sur-Seine.

CHEF DE PUBLICITÉ
pour gestion budgets marketing importante clients internationaux. Formation grande école commerciale.

INTERMARCHÉ-ELVINGER
22, avenue Charles-de-Gaulle, 92222 NEUILLY-SUR-SEINE.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
Société Nationale de l'Électricité et du Gaz
Direction du Transport du Gaz

Avis de prorogation de délai

Les soumissionnaires concernés par l'appel d'offres international ouvert pour la fourniture sur site, le montage et la mise en service des machines-outils et équipements de production nécessaires à la réalisation de l'unité de compteurs d'El-Eulma, sont informés que le délai de remise des offres est reporté au 31 mars 1977.

A GENEVE
R
HOTELS
LE CONFORT ET LE STANDING
A DES PRIX ABORDABLES!

10 HOTELS - 1700 LITS
Chambres-studios tout confort baignoire et cuisine
Prix des chambres-studios:
De FF. 76.- à FF. 170.- pour une personne.
De FF. 136.- à FF. 216.- pour 2 personnes.
Arrangement très intéressant pour longue durée (dès 30 jours).
LONGCHAMP... DRAKE... AUTEUIL...
ARIANA... ASCOT... CHANTILLY...
EPSON... VINCENNES... DERBY...
MANAGEMENT COMPANY, REIMS S.A. - 7, RUE BUTIN
TEL. 31 63 40 - 31 67 00 - TELEX 22 226 - 1202 GENEVE

Le spectacle est dans le magasin.



Exposition Indonésienne

du 11 février au 5 mars.

L'Indonésie est tout près de chez vous. Venez la découvrir dans notre exposition-vente. Par l'audio-visuel et par la musique. Par la danse, le chant, le théâtre, et l'artisanat. Le mercredi, accompagnez vos enfants à leur première initiation au masque. Regardez. Ici, devant vous, on confectionne le batik, un tissu léger et très coloré. Là sont les robes, les bijoux, les sacs. Et tous les objets travaillés dans la corne, la nacre, le rotin, le cuir, la terre rouge, la porcelaine, le cuivre. Venez voir le spectacle. Il est gratuit. Il est partout.

Exposition réalisée avec le concours de AH! International.
(Animations dans le magasin Haussmann seulement)

Galerias Lafayette

Haussmann, Montparnasse, Belle-Epine

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AU COURS DU COLLOQUE SUR

Le parti socialiste a précisé

Le premier colloque national du parti socialiste sur la politique industrielle, qui s'est déroulé à Paris pendant le week-end, s'articulait autour de sept rapports sur les thèmes suivants : public et privé ; logique de croissance ; parti socialiste et petites et moyennes entreprises ; l'environnement international ; l'industrie ; financement des entreprises et stratégie industrielle ; l'emploi industriel ; les fondements d'une autre

politique : la création d'entreprises ; un projet socialiste ; les travailleurs et l'entreprise.

Ces rapports furent présentés à l'occasion de « tables rondes » auxquelles participaient, en qualité ou en leur nom personnel, des hommes politiques, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des banquiers, des économistes, de très hauts fonctionnaires internationaux, etc. La majorité des intervenants étaient membres

du parti socialiste. Le premier thème abordé, l'un des plus attendus, était, naturellement, celui du lien entre la politique industrielle et la nouvelle logique de croissance. Tous les participants ont été d'accord pour estimer que la politique industrielle menée par la V^e République avait été un échec, notamment sur le plan de l'indépendance nationale. Il s'agit donc, comme l'a exprimé M. Chevènement, d'affirmer la spécificité d'une politique industrielle socialiste, « d'une stratégie de rupture » non seulement au niveau des moyens, mais aussi à celui des fins.

Le socialisme ne consiste pas à rattraper le capitalisme ou à le battre sur son terrain : il consiste à changer de terrain. À partir de ce postulat, les débats du colloque vont s'orienter sur deux grands axes :

● Le remodelage des structures industrielles en fonction d'un nouveau mode de croissance et de l'environnement extérieur ;
● La revalorisation du travail et des travailleurs, qui revêtira une fin en soi, peut-être la fin ultime.

Dans la définition du premier axe, les rapporteurs ont apporté quelques nuances. Ainsi, M. Chevènement s'est prononcé pour un projet, à long terme, d'indépendance vis-à-vis du marché mondial, pour une reconquête du marché intérieur, pour une valo-

risation de la matière grise et pour un « surajustement » de nouveaux créneaux.

Pour lui, le moteur principal de l'expansion sera plus la création de nouvelles entreprises que l'exportation. Il conviendra d'abord de désamorcer de l'économie mondiale des secteurs essentiels : les arsenaux, le secteur énergétique (notamment nucléaire), l'espace, la recherche fondamentale, tout ce qui touche à la valorisation de la matière grise, et peut-être l'agriculture « dont la préservation à long terme est un des plus sûrs atouts de notre pays ».

Un autre domaine sera défini par la nature sociale de la demande (bâtiment, urbanisme, transports en commun, santé et pharmacie, services sociaux), alimentée par des commandes publiques et parapubliques. Enfin, restera le domaine du marché ouvert à la concurrence internationale, qui restera au droit commun, et ressortira des entreprises publiques ainsi que des entreprises privées.

M. Jacques Delors, rapporteur du groupe « Environnement international », après avoir dénoncé les lacunes de la politique industrielle et administrative, a souligné que, en la matière, il n'y a « sur place », défini, quant à lui, trois impératifs : le maintien de l'ouverture vers l'extérieur (critiquant la « fausse sécurité du repli ») ; la nécessité de définir la concurrence non par secteurs, mais par entreprises, et de réorganiser fermement, comme le textile ou la chaussure, mais par produits, essentiellement de qualité, suivant l'exemple de la Suède ; l'obligation, en fin de compte, de mener une politique mono-économique rigoureuse.

Ces nuances mises à part, tous deux s'accordent pour juger indispensable l'établissement de « contrats de développement » avec les pays du tiers-monde. Ces derniers, aux yeux de M. Chevènement, représentent un élément essentiel pour nous : soutenir l'expansion de tiers-monde, c'est précéder la relance dans les pays industrialisés et c'est l'avenir. Naturellement, ces contrats de « développement » entraînent une restructuration dans certains de nos secteurs de production, qu'il faudra mener en liaison avec les syndicats, comme le précise M. Bernard Carrère.

Quant à la C.E.E., M. Henri Simonet, ancien commissaire belge à Bruxelles, chargé de l'échange, a affirmé avec vigueur que « la France a été four four incoincement le rôle d'adjuvant pour que les autres aient pu intégrer l'Europe ». En refusant toute autre Europe, que celle du gouvernement français, on a laissé se développer une Europe dominée par l'Allemagne fédérale avec des privilèges (Gönn-Washington). Enfin la division internationale du travail a été fermement remise en cause, avec la dénonciation d'un « pillage mondial » auquel se livrent les sociétés multinationales : tous les intervenants se sont accordés pour que leur soient imposés des contrôles, tout au moins sur le territoire national. M. Pierre Uri propose même de leur interdire l'entrée de nos marchés si elles exploitent la main-d'œuvre à bon marché des pays du tiers-monde.

Le deuxième axe influant profondément le remodelage de la politique et des structures industrielles, est celui de « la place des travailleurs dans l'entreprise », de la revalorisation du travail et de la nouvelle politique de l'emploi. Ce thème a véritablement constitué l'un des points forts du colloque : c'est aussi l'un de ceux dont les participants s'attachent le plus.

M. Jean-Pierre Bachy ouvre le débat avec une formule choc : « L'emploi ne sera plus un résidu, un sous-produit, mais une fin en soi ». Tout en dénonçant le formidable « glissement » que constitue actuellement le chômage, son

réaction de la matière grise et pour un « surajustement » de nouveaux créneaux.

Pour lui, le moteur principal de l'expansion sera plus la création de nouvelles entreprises que l'exportation. Il conviendra d'abord de désamorcer de l'économie mondiale des secteurs essentiels : les arsenaux, le secteur énergétique (notamment nucléaire), l'espace, la recherche fondamentale, tout ce qui touche à la valorisation de la matière grise, et peut-être l'agriculture « dont la préservation à long terme est un des plus sûrs atouts de notre pays ».

Un autre domaine sera défini par la nature sociale de la demande (bâtiment, urbanisme, transports en commun, santé et pharmacie, services sociaux), alimentée par des commandes publiques et parapubliques. Enfin, restera le domaine du marché ouvert à la concurrence internationale, qui restera au droit commun, et ressortira des entreprises publiques ainsi que des entreprises privées.

M. Jacques Delors, rapporteur du groupe « Environnement international », après avoir dénoncé les lacunes de la politique industrielle et administrative, a souligné que, en la matière, il n'y a « sur place », défini, quant à lui, trois impératifs : le maintien de l'ouverture vers l'extérieur (critiquant la « fausse sécurité du repli ») ; la nécessité de définir la concurrence non par secteurs, mais par entreprises, et de réorganiser fermement, comme le textile ou la chaussure, mais par produits, essentiellement de qualité, suivant l'exemple de la Suède ; l'obligation, en fin de compte, de mener une politique mono-économique rigoureuse.

Ces nuances mises à part, tous deux s'accordent pour juger indispensable l'établissement de « contrats de développement » avec les pays du tiers-monde. Ces derniers, aux yeux de M. Chevènement, représentent un élément essentiel pour nous : soutenir l'expansion de tiers-monde, c'est précéder la relance dans les pays industrialisés et c'est l'avenir. Naturellement, ces contrats de « développement » entraînent une restructuration dans certains de nos secteurs de production, qu'il faudra mener en liaison avec les syndicats, comme le précise M. Bernard Carrère.

LA VIE

L'AVENIR DE

ses cho

Les rapports furent présentés à l'occasion de « tables rondes » auxquelles participaient, en qualité ou en leur nom personnel, des hommes politiques, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des banquiers, des économistes, de très hauts fonctionnaires internationaux, etc. La majorité des intervenants étaient membres

du parti socialiste. Le premier thème abordé, l'un des plus attendus, était, naturellement, celui du lien entre la politique industrielle et la nouvelle logique de croissance. Tous les participants ont été d'accord pour estimer que la politique industrielle menée par la V^e République avait été un échec, notamment sur le plan de l'indépendance nationale. Il s'agit donc, comme l'a exprimé M. Chevènement, d'affirmer la spécificité d'une politique industrielle socialiste, « d'une stratégie de rupture » non seulement au niveau des moyens, mais aussi à celui des fins.

Le socialisme ne consiste pas à rattraper le capitalisme ou à le battre sur son terrain : il consiste à changer de terrain. À partir de ce postulat, les débats du colloque vont s'orienter sur deux grands axes :

● Le remodelage des structures industrielles en fonction d'un nouveau mode de croissance et de l'environnement extérieur ;
● La revalorisation du travail et des travailleurs, qui revêtira une fin en soi, peut-être la fin ultime.

Dans la définition du premier axe, les rapporteurs ont apporté quelques nuances. Ainsi, M. Chevènement s'est prononcé pour un projet, à long terme, d'indépendance vis-à-vis du marché mondial, pour une reconquête du marché intérieur, pour une valo-

risation de la matière grise et pour un « surajustement » de nouveaux créneaux.

Pour lui, le moteur principal de l'expansion sera plus la création de nouvelles entreprises que l'exportation. Il conviendra d'abord de désamorcer de l'économie mondiale des secteurs essentiels : les arsenaux, le secteur énergétique (notamment nucléaire), l'espace, la recherche fondamentale, tout ce qui touche à la valorisation de la matière grise, et peut-être l'agriculture « dont la préservation à long terme est un des plus sûrs atouts de notre pays ».

Un autre domaine sera défini par la nature sociale de la demande (bâtiment, urbanisme, transports en commun, santé et pharmacie, services sociaux), alimentée par des commandes publiques et parapubliques. Enfin, restera le domaine du marché ouvert à la concurrence internationale, qui restera au droit commun, et ressortira des entreprises publiques ainsi que des entreprises privées.

M. Jacques Delors, rapporteur du groupe « Environnement international », après avoir dénoncé les lacunes de la politique industrielle et administrative, a souligné que, en la matière, il n'y a « sur place », défini, quant à lui, trois impératifs : le maintien de l'ouverture vers l'extérieur (critiquant la « fausse sécurité du repli ») ; la nécessité de définir la concurrence non par secteurs, mais par entreprises, et de réorganiser fermement, comme le textile ou la chaussure, mais par produits, essentiellement de qualité, suivant l'exemple de la Suède ; l'obligation, en fin de compte, de mener une politique mono-économique rigoureuse.

Ces nuances mises à part, tous deux s'accordent pour juger indispensable l'établissement de « contrats de développement » avec les pays du tiers-monde. Ces derniers, aux yeux de M. Chevènement, représentent un élément essentiel pour nous : soutenir l'expansion de tiers-monde, c'est précéder la relance dans les pays industrialisés et c'est l'avenir. Naturellement, ces contrats de « développement » entraînent une restructuration dans certains de nos secteurs de production, qu'il faudra mener en liaison avec les syndicats, comme le précise M. Bernard Carrère.

Quant à la C.E.E., M. Henri Simonet, ancien commissaire belge à Bruxelles, chargé de l'échange, a affirmé avec vigueur que « la France a été four four incoincement le rôle d'adjuvant pour que les autres aient pu intégrer l'Europe ». En refusant toute autre Europe, que celle du gouvernement français, on a laissé se développer une Europe dominée par l'Allemagne fédérale avec des privilèges (Gönn-Washington). Enfin la division internationale du travail a été fermement remise en cause, avec la dénonciation d'un « pillage mondial » auquel se livrent les sociétés multinationales : tous les intervenants se sont accordés pour que leur soient imposés des contrôles, tout au moins sur le territoire national. M. Pierre Uri propose même de leur interdire l'entrée de nos marchés si elles exploitent la main-d'œuvre à bon marché des pays du tiers-monde.

Le deuxième axe influant profondément le remodelage de la politique et des structures industrielles, est celui de « la place des travailleurs dans l'entreprise », de la revalorisation du travail et de la nouvelle politique de l'emploi. Ce thème a véritablement constitué l'un des points forts du colloque : c'est aussi l'un de ceux dont les participants s'attachent le plus.

M. Jean-Pierre Bachy ouvre le débat avec une formule choc : « L'emploi ne sera plus un résidu, un sous-produit, mais une fin en soi ». Tout en dénonçant le formidable « glissement » que constitue actuellement le chômage, son

réaction de la matière grise et pour un « surajustement » de nouveaux créneaux.

هكذا من الأصل

ICIALE

OGUE SUR

précisé

un projet socialiste ; les

à autant de « tables rondes »

ou en leur nom personnel

listes, des chefs d'entreprise

très hauts fonctionnaires

intervenant étaient

temporaires n'est pas

La place du travailleur

dans l'entreprise

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'AVENIR DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

ses choix économiques

du parti socialiste ou sympathisants, mais plusieurs d'entre eux, notamment des représentants des P.M.E. et des P.M.I., ne faisaient pas et ne se privèrent pas d'exprimer leurs craintes et de soulever objections ou critiques. Les rapports, les exposés, les réponses aux questions posées par les assistants et les débats se succédèrent pendant plus de dix-sept heures, de sorte qu'il n'est matériellement pas possible de rendre compte de toutes les interventions. Comme il est naturel en de pareilles manifestations, le

niveau en fut parfois inégal, mais atteint par moments une rare densité. Il était inévitable que les thèmes développés se recroisent et se chevauchent d'autant que la plupart du temps ils ne pouvaient être fondamentalement dissociés. Aussi, bouleversant l'ordre des interventions, a-t-il paru plus rationnel de les regrouper par grands sujets qui constituent ainsi le fil directeur et l'ossature de ce colloque.

M. Mitterrand : c'est la société libérale qui a étatisé les sociétés nationalisées

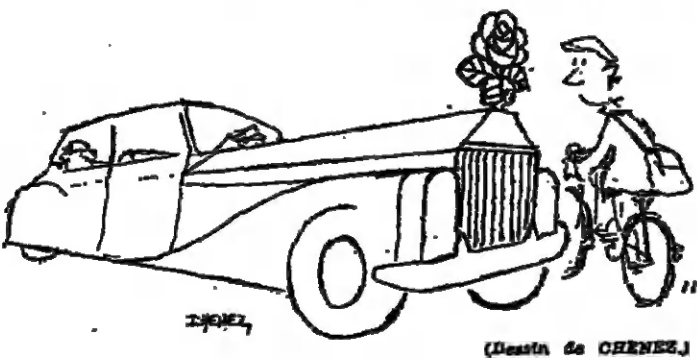
C'est un colloque que nous considérons comme important, a déclaré M. Mitterrand en clôturant les deux journées de travail consacrées au P.S. à la politique industrielle. La crise du capitalisme atteint la force vive de ce capitalisme : l'industrie, qui est le moteur des sociétés modernes.

L'industrie française souffre de trois maux endémiques : l'inflation (deux fois plus forte qu'en Allemagne, ce qui prouve bien qu'il y a un problème structurel français à cet égard), le déficit commercial et le chômage, a affirmé le premier secrétaire du P.S. qui a poursuivi : « L'industrie française est aujourd'hui incapable de répondre à la demande intérieure : les importations progressent de 19 % tandis que la production nationale augmente de 4,5 %. En dix ans, de 1966 à 1976, le taux de couverture des importations par les exportations est retombé de 105 à 80 % ». Même si l'on exclut les secteurs importants où l'industrie française marque des points le contenu de nos exportations ne correspond pas à notre potentiel. La France vend beaucoup de matières premières brutes pour acheter des produits finis, ce qui est une situation délicate dans l'esprit du pacte colonial.

La question est de savoir si on peut faire mieux. M. Mitterrand, pour qui le tertiaire représente simplement une activité d'accompagnement, a répondu que le P.S. clame, au contraire, qu'il veut le libérer de l'étouffement par le crédit et la concentration.

Une mention spéciale a été faite, enfin, du secteur de « l'économie sociale », trop oubliée, mais si importante (coopératives, mutuelles, associations à but non lucratif : 1.200.000 salariés), où l'expérience de la démocratie et de l'autogestion simple peut s'appliquer tous les jours. Ce secteur bénéficiera de facilités spéciales de crédit, sans pour autant être affranchi de la nécessité d'équilibrer ses comptes. Ce sera un rôle de réajustement géographique et sociologique dans la stratégie économique de la gauche.

F. R.



(Dessin de CHENIER.)

Un débat courageux qui appelle des précisions

Ce n'est que le commencement d'un débat, non au fin, a déclaré M. Mitterrand dimanche soir à l'issue du colloque consacré au P.S. à la politique industrielle. Après une quinzaine d'heures de discussions d'un intérêt nécessairement inégal, tel est bien le sentiment qui se dégage des rapports présentés et des « tables rondes ».

Apparemment, la réflexion du P.S. sur la politique industrielle n'est encore qu'à ses débuts. A l'approche des échéances électorales, au moment où la majorité concentre ses attaques sur les aspects économiques du programme commun, les socialistes prennent un risque en débattant publiquement de la politique industrielle, terrain sur lequel ils ne s'étaient jamais sentis très à l'aise dans le passé. Domaine également absent des préoccupations principales de leurs anciens dirigeants. Matière enfin où les réalités ne peuvent être masquées par le discours, même s'il est plus aisé d'critiquer l'action du gouvernement en place — ce que n'ont pas manqué de faire avec talent les participants — que de définir avec précision une contre-politique.

Le P.S. avait, de plus, pris le parti courageux d'inviter à ses « tables rondes » — bel exemple d'exercice démocratique — des opposants au programme commun : jeunes dirigeants d'entreprises, représentants des P.M.E. et P.M.I., toutes personnes qui ont une expérience « sur le tas » et sont donc peu portées à s'en faire conter. La tentative socialiste a-t-elle réussi ?

S'il s'agissait pour ses promoteurs d'organiser une vaste séance de « brassage d'idées », de dialogue, de « jeter un pont » avec

des représentants patronaux, de clarifier certaines positions, de tester quelques propositions, le colloque a dû être satisfaisant. Mais l'observateur extérieur reste quant à lui sur sa faim : l'avenir de l'industrie française nécessite des réponses précises, et il n'a pu les attendre que le P.S. se livre à des questions posées par les « invités », que bien des points d'interrogation subsistent.

Certes on a obtenu des confirmations, politiquement importantes, des précisions intéressantes, entendu quelques propositions nouvelles. M. Mitterrand a réaffirmé, par exemple, que l'étendue des nationalisations durant les cinq ans de la législature, se limiterait à celle qui est inscrite dans le programme commun : il a rappelé que les nationalisations « ne sont pas la confiscation des entreprises par les travailleurs ».

Sur l'indemnisation des actionnaires, le premier secrétaire du P.S. s'en tient à sa formule déjà avancée lors du forum de l'Expansion : les actions seront remplacées par des « titres nouveaux participatifs à revenus indexés sur les résultats de l'entreprise, sans fixation d'un cours arbitraire par l'Etat ». Ce faisant, il a admis que le débat avec le parti communiste, qui préfère lui, l'indemnisation par l'octroi de bons du Trésor, « restait ouvert ».

Maintiendra-t-on les structures des groupes nationalisés en l'état ? Il ne le semble pas, si l'on se réfère à une allusion de M. Mitterrand à Rhône-Poulenc, dont la branche textile pourrait être, a-t-il dit, « au centre de la constitution d'un grand groupe textile français » internationallement compétitif. De même, M. Aillaud

indiqua que les participations industrielles détenues par les banques d'affaires pourraient être, dans certains cas, revendues au secteur privé. Quand ? Selon quels critères ? Cela est encore flou.

Autre idée avancée qui semble recevoir un large consensus : la nécessité d'étudier les sociétés nationales, la création de nombreuses entreprises. Ce thème fut l'un des points forts du colloque, les socialistes insistant longuement sur leur volonté de protéger et d'encourager l'initiative individuelle. Les crédits pourront être orientés vers de jeunes entreprises qui serviront de modèle social et de stimulant à la concurrence : coopératives, mutuelles, sociétés autogérées fondées sur l'association, entreprises « témoins » dans des secteurs comme la pharmacie et de la boucherie (pour « offrir aux consommateurs un juste prix »).

M. Chevenement a proposé de son côté la réorganisation du secteur public non par branche, mais en fonction de programmes définis par le plan. On rassemblerait alors des entreprises, des unités de production, sur un projet précis et pour une période déterminée.

Certains de ces idées, de ces propositions n'engagent cependant, semble-t-il, que leurs auteurs, la sanction du parti socialiste ne leur étant pas encore acquise.

Clarifier les priorités

Pourrait-on espérer de ce colloque des réponses à toutes les questions qui posent la future politique industrielle du P.S. ? Cela aurait supposé l'existence d'une stratégie industrielle définie de

Pour vous et votre équipe de vente



HEINZ GOLDMANN sera le 3 Mars 1977 à Paris pour une journée

COMMENT VENDRE VOTRE PRIX EN 1977

Renseignements et inscriptions HEINZ GOLDMANN Centre International de ventes 147, avenue Paul-Doumer 92220 RUELLY-MALMAISON Téléphone : 077.92.54

C'EST PAS CHER

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

mardi-gras du 21 au 26 inclus 5 jours math, phys

SOS MATH Session intensive 3^e à la terminale 147, avenue Paul-Doumer 92220 RUELLY-MALMAISON Tél. : 077.92.54 Métros : Ecole ou St-Philippe

LE CHATEAU DE NEUILLY

50, BD DE LA SAUSSAYE, NEUILLY-SUR-SEINE. UN PETIT IMMEUBLE DE TRES GRAND PRESTIGE

RESTE : 3 appartements pour 2 privilégiés. Tél. : 747-45-18

Bureau de vente SUR PLACE, les mardi et jeudi, 9 h. 30 à 19 h. 30. Tél. : 747-94-71.

REALISATION GROUPE FRANÇOIS PONS

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU SOUSS-MASSA AGADIR

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 12-77 ORSM EQUIPEMENT DE L'OUED ISSEN

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Souss-Massa lance un Appel d'Offres International pour :

La fourniture sur-parc dans la Région d'Ouled-Telma, Province d'Agadir, de bornes d'irrigation devant alimenter les canalisations mobiles de l'Oued Issen.

La date limite de remise des offres est fixée le 15 avril 1977.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 20 000 (vingt mille) DHS.

Les dossiers peuvent être retirés au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Souss-Massa, Rue des Administrations Publiques, B.P. 21 - Agadir - Bureau des Marchés, contre remise d'un chèque ou mandat de 500 (cinq cents) DHS libellé au nom de l'Agent Comptable de l'O.R.M.V.A. du Souss-Massa. Il pourra également être envoyé sur demande.

CALENDRIER DE L'U.R.S.S.A.F.

Il est rappelé que les déclarations annuelles de salaires et les versements réglementaires pour 1976 devaient être adressés pour le 31 janvier (à l'exception des employeurs autorisés à produire des déclarations annuelles de déclaration : 15 jours supplémentaires).

Prochaines échéances : 15 février 1977 : Versement de janvier 1977 (plus de 9 millions). 15 février 1977 : Collections d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants (période trimestrielle trimestre 1976, Annexe : revenus de 1976). 28 février 1977 : Versement du quatrième trimestre 1976 (employés de maison).

Les chèques bancaires (barrés) ou postaux doivent être libellés au nom de l'Agent Comptable de l'U.R.S.S.A.F. 75-0.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU SOUSS-MASSA AGADIR

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 11-77 ORSM EQUIPEMENT DE L'OUED ISSEN

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Souss-Massa lance un Appel d'Offres International pour :

La fourniture et la pose de conduites d'une robinetterie, fontainerie, branchement et accessoires, pour l'irrigation de l'Oued Issen, à 40 kilomètres d'Agadir.

LOT N° 1 - Gros diamètre

Les fournitures prévues dans ce lot sont : Une conduite de 1000 mm de diamètre.

Un réseau de conduites enterrées allant de diamètre 500 mm au diamètre 1700 mm sur une longueur de 42 km.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 550.000 DHS. La date limite de remise des offres est fixée au 1^{er} Avril 1977.

Les dossiers peuvent être retirés au siège de l'Office National de Mise en Valeur du Souss-Massa « rue des Administrations Publiques, B.P. 21, AGADIR - Bureau des Marchés, contre remise d'un chèque ou mandat de 1.000 DHS (un mille dirhams), libellé au nom de l'Agent Comptable de l'O.R.M.V.A. du Souss-Massa. Il pourra également être envoyé sur demande.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

En Belgique

Le plan de redressement de M. Tindemans prévoit de fortes majorations des impôts indirects

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Léo Tindemans a gagné au jeu du qu'il a double : son gouvernement, qu'on estimait condamné à brève échéance, semble assuré de vivre plusieurs mois encore, peut-être jusqu'à la fin de la législature, au printemps 1978. A moins qu'un « accident » ne se produise d'ici là à propos des problèmes linguistiques, pour lesquels l'impasse reste totale.

Dimanche 13 février, à l'issue d'un « sommet » de deux jours consacré aux problèmes économiques et financiers, le premier ministre a obtenu l'accord de sa majorité sur les mesures proposées pour redresser la situation. M. Tindemans a déclaré que, sans cet accord, il aurait démissionné.

Les décisions du « conseil » — tous les ministres s'étaient barricadés au palais d'égmont, dont les grilles avaient été soigneusement verrouillées pour empêcher que des journalistes n'y pénétraient — sont mal accueillies par le public. La réaction des organisations syndicales risque d'être très sèche. L'augmentation des impôts indirects est, en effet, considérable, alors que les économies proposées la semaine dernière (une réduction de 6 % de tous les budgets ministériels) ont été abandonnées.

Les impôts nouveaux atteignent 15,6 milliards de francs belges (soit 1,9 milliard de francs français). Les taux de T.V.A. sont doublés et parfois même triplés, passant de 6 à 14 % pour les hôtels, cafés, restaurants, spectacles, coiffeurs etc. Les restaurants, déjà chers, vont devenir inabordable. L'essence est augmentée de 1 franc (13 centimes français), les cigarettes populaires passent de 35 à 45 francs (5 FF). Pour les communications téléphoniques internationales, le taux de T.V.A. passe de 6 à 14 % ; pour les pneumatiques d'auto-

mo, de 18 à 25 %. La taxation sur les primes d'assurance passera de 6 à 7 %.

La presse se déclare déçue. La Libre Belgique, journal conservateur plutôt pro-gouvernemental, écrit qu'en aucun cas le gouvernement « n'a tenté d'amorcer le redressement des finances publiques, alors que tel était en principe l'objet principal de la réunion ».

Créer des emplois

Les ministres ont également décidé de prendre un certain nombre de mesures pour relancer l'économie et créer des emplois nouveaux. Il y a actuellement deux cent quatre-vingt-cinq mille chômeurs, soit près de 10 % de la population active. C'est le taux le plus élevé de l'Europe des Neuf après l'Irlande. Cinquante mille emplois devraient être créés grâce à la mise au travail des chômeurs dans des services publics (vingt-cinq mille), la pré-retraite et l'allongement de la scolarité obligatoire, qui passera de quatorze à seize ans. Beaucoup d'observateurs soulignent le côté artificiel de ces créations d'emplois.

Le plan du gouvernement comporte d'autres mesures pour relancer l'économie : stimulation des investissements des entreprises, augmentation des investissements publics, encouragement des exportations, aide aux petites et moyennes entreprises. Cependant, l'opinion publique s'attendait peu à ces décisions. Elle ne voit que la facture du conclave.

Si l'on assure sa survie, le gouvernement Tindemans n'a pas amélioré sa popularité.

PIERRE DE VOS.

SYNDICATS

F.O. critique vivement la politique du gouvernement et du patronat

Le comité confédéral national de l'emploi, qui comprend plus de deux cents délégués des régions et des professions, réuni les 12 et 13 février à Paris, a critiqué vivement la politique du gouvernement de lutte contre l'inflation « menée au détriment de l'emploi » et la politique de patronat de remise en cause des conventions salariales signées avant le plan Barre.

● DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI, F.O. insiste sur l'aggravation du chômage, en particulier chez les jeunes, déclare : « L'adaptation entre les offres et les demandes persistera aussi longtemps que l'enseignement technique n'aura pas la place primordiale qui lui revient et que la formation permanente sera, pour le principal, continuée par le patronat ».

● DANS LE DOMAINE DES SALAIRES, F.O. estime que les directives gouvernementales visant à maintenir strictement le pouvoir d'achat des salaires en 1977 « se sont substituées à la pratique de la loi du 11 février 1950 sur la libre négociation des salaires ». Le comité confédéral condamne « la prétention affichée par le gouvernement et le patronat de remettre à une politique dirigée des salaires en attendant de les inscrire dans les limites d'un taux préalablement établi de progression de la masse salariale ».

Le conseil confédéral de la C.F.T.C., réuni les 12 et 13 février, estime que « le prolongement de la politique constructiviste est une des conditions essentielles de la prospérité économique ».

Dénonçant l'« attitude négative » du patronat au cours des discussions actuelles et les graves difficultés en matière d'emploi dans certaines régions et certains secteurs entiers de l'économie, il

demande la mise au point rapide, dans un cadre tripartite, d'une politique économique et sociale globalement dans les secteurs touchés par la crise, avec un contrôle strict de l'aide financière de l'Etat.

LES SALARIÉS DOIVENT ÊTRE DES ACTEURS DE LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE estime la F.G.A.-C.F.D.T.

Le VII^e congrès de la Fédération générale de l'agriculture (F.G.A.-C.F.D.T.) s'est achevé le 12 février à Lorient (Morbihan). Après s'être inquiété du durcissement du patronat paysan (le Monde du 10 février), la F.G.A.-C.F.D.T. a estimé que l'exploitation individuelle est un mode de travail dépassé mais que les agriculteurs n'ont pas encore conscience de cette nécessité d'évolution. Le VII^e congrès a souligné que les coopératives ont leur rôle à jouer, mais qu'elles doivent retrouver l'esprit qui les animait à l'origine, et non pas lancer dans une course à l'industrialisation.

Le syndicat a constaté en outre qu'il ne se retrouvait pas tout à fait dans le programme commun de la gauche qui ne reconnaît pas assez les travailleurs comme « acteurs de la transformation de l'agriculture ».

La délégation bretonne s'est abstenue dans le vote de la résolution finale, déclarant qu'elle s'interrogeait sur la volonté de la fédération de privilégier le secteur production. Or, en Bretagne, la fédération de la production se poursuit sans maîtriser le produit. « C'est la catastrophe sans planification », ont déclaré les délégués bretons. La F.G.A.-C.F.D.T. a souligné en effet un rapprochement avec la fédération agro-alimentaire.

CONFLITS

E.G.T., C.F.D.T., FEN VONT MULTIPLIER LES MANIFESTATIONS D'ICI À LA FIN DU MOIS

Les trois syndicats E.G.T., C.F.D.T. et FEN organisent d'ici à la fin du mois, une quinzaine d'actions sur l'ensemble du territoire. Elles ont été précédées par une centaine de manifestations dont la plus importante est prévue pour le mercredi 16 février à Saint-Stienne : les délégués des trois syndicats ont été reçus par le préfet de la région de la Loire, Henri, doivent y prendre la parole au cours d'un important rassemblement.

Autre action de grande ampleur sur le thème de l'emploi : la journée nationale que les fédérations des métaux E.G.T. et C.F.D.T. organisent, le 23 février, afin d'empêcher l'ajournement du plan de démantèlement de la sidérurgie et les dans les régions qui se prononcent pour la nationalisation démocratique de la sidérurgie, ce jour-là, des délégués devront permettre aux salariés de participer à des manifestations et à des délégations auprès des pouvoirs publics et du patronat.

Les fédérations E.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. de la banque ont organisé une manifestation à Paris, le 15 février, à la première étape de l'action revendicative : un arrêt de travail de vingt-quatre heures. Les quatre syndicats ont participé, le 15 février, à la première étape de l'action revendicative : un arrêt de travail de vingt-quatre heures. Les quatre syndicats ont participé, le 15 février, à la première étape de l'action revendicative : un arrêt de travail de vingt-quatre heures.

● A LA FRANÇAISE DE MÉCANIQUE, une partie des délégués centistes ont grève à bloqué l'autoroute A-1 dans le sens Paris-Lille, à hauteur de Reims, le 14 février, vers 7 h 30. Selon la direction de l'établissement, où sont employés 3 563 salariés, 26 des 400 grévistes ont repris le travail lundi matin.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAECL INFORMATION

Emprunt Printemps 1977 800 millions de francs

La CAECL est un établissement public national géré par la Caisse des Dépôts. L'emprunt Printemps 1977 a pour but de permettre aux collectivités publiques locales (départements, communes, etc.) de financer leurs équipements publics et d'améliorer ainsi la qualité de l'endroit où vous vivez.

Caractéristiques obligations de 1.000 F. nominal cotées à la Bourse de Paris.

Amortissement en 15 ans en séries égales, tous les

deux ans, à partir de la première année.

Trois Garanties : la loi qui fait obligation aux collectivités locales, seuls emprunteurs de la CAECL, d'inscrire à leur budget les dépenses correspondant au remboursement de leurs annuités de prêt en capital et intérêts.

La CAECL elle-même dont le bilan était de l'ordre de 25 milliards en 1976 contre 12 milliards 5 ans auparavant.

La Caisse des Dépôts qui gère la CAECL.

Souscriptions sans frais auprès des comptables du Trésor (receveurs, percepteurs), des banques, des Caisse d'Épargne et dans tous les bureaux de poste.

CAISSE D'AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES 56 RUE DE LILLE-75007 PARIS

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME

Fusion de la Compagnie générale transatlantique avec la Compagnie des Messageries maritimes

La Compagnie générale maritime (ex-Compagnie générale transatlantique) rappelle à ses actionnaires qu'elle est convoquée en assemblée générale extraordinaire le mercredi 22 février 1977, à 9 h 30, au siège social de la compagnie, tour Wintour, dix-huitième étage, à Paris, pour le projet de fusion avec la Compagnie des Messageries maritimes, et un rapport partiel d'activité au titre de la Société financière et maritime de participation.

Les actionnaires qui n'auraient pas la possibilité d'assister à cette importante réunion sont invités à s'y faire représenter en demandant des mandats à leur pouvoir à cet effet, ainsi que la notice d'information, dans une des agences des établissements bancaires suivants :

- Société générale
- Banque nationale de Paris
- Crédit lyonnais
- Banque de Paris et des Pays-Bas

DAMART SERVIPOSTE

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes de l'exercice 1976 accuse, à 28,7 millions de francs, contre 23,8 millions de francs en 1975, une augmentation de 21 %. Cette progression, la plus importante des sociétés de la branche, s'explique essentiellement par des ventes au quatrième trimestre 1976 et qui ont été estimées à 145 000 F.

Les recettes totales de l'exercice qui s'est clos le 31 décembre 1976 s'élevaient à 18,7 millions de francs, contre 15,7 millions de francs en 1975. Elles ont été précédées par une centaine de manifestations dont la plus importante est prévue pour le mercredi 16 février à Saint-Stienne : les délégués des trois syndicats ont été reçus par le préfet de la région de la Loire, Henri, doivent y prendre la parole au cours d'un important rassemblement.

Autre action de grande ampleur sur le thème de l'emploi : la journée nationale que les fédérations des métaux E.G.T. et C.F.D.T. organisent, le 23 février, afin d'empêcher l'ajournement du plan de démantèlement de la sidérurgie et les dans les régions qui se prononcent pour la nationalisation démocratique de la sidérurgie, ce jour-là, des délégués devront permettre aux salariés de participer à des manifestations et à des délégations auprès des pouvoirs publics et du patronat.

Les fédérations E.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. de la banque ont organisé une manifestation à Paris, le 15 février, à la première étape de l'action revendicative : un arrêt de travail de vingt-quatre heures. Les quatre syndicats ont participé, le 15 février, à la première étape de l'action revendicative : un arrêt de travail de vingt-quatre heures.

● A LA FRANÇAISE DE MÉCANIQUE, une partie des délégués centistes ont grève à bloqué l'autoroute A-1 dans le sens Paris-Lille, à hauteur de Reims, le 14 février, vers 7 h 30. Selon la direction de l'établissement, où sont employés 3 563 salariés, 26 des 400 grévistes ont repris le travail lundi matin.

LISEZ «Le Monde des philatélistes»

ÉNERGIE

LES EXPERTS DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE DE L'OPEP SONT RÉUNIS À VIENNE

La commission économique de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) s'est réunie lundi 14 février à Vienne. Les travaux, qui devraient durer plusieurs jours, se déroulent dans le secret le plus strict. La commission économique est, en principe, chargée de préparer les décisions de la prochaine conférence des ministres des finances, prévue pour le 28 février. Certains observateurs estiment cependant que les experts de l'Organisation devraient également examiner le problème du double prix du pétrole en vigueur depuis la réunion de Doha à la fin-décembre, et qui entraîne des difficultés d'équilibre du budget de certains pays (Iran notamment).

Le Sunday Times écrit pour sa part qu'une hausse commune de 15 % du prix du brut serait proposée lors de la réunion de Vienne. Le journal britannique précise que le Royaume-Uni et l'Arabie Saoudite ont été les premiers à s'accorder sur ce pourcentage.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● RAPPROCHEMENT DIEPPE-SAINT-MALO. — Les Allemands et habitants de la Manche de Dieppe, qui préside M. Jean-Paul Charbonnier, viennent d'acquiescer le chantier de construction navale STOCNA de Saint-Malo, en liquidation de biens depuis près de deux ans, pour la somme de 6,5 millions de francs. Les deux entreprises prendront le nom de A.C.M. établissement de Saint-Malo. On prévoit l'embauche de cent cinquante ouvriers à Saint-Malo dans un délai de six mois.

● LE RÔLE DE «CATALYSEUR» DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL, créé fin décembre 1976, à Bruxelles, en application des accords de Lomé, entre la C.E.E. et les pays dits «A.C.T.» (quarante-neuf et bientôt cinquante-deux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), a été mis en valeur par son directeur, M. Roger Thelsen, au cours d'une réunion qui vient d'organiser à Paris le CEDIMOM (Centre européen pour le développement industriel et la mise en valeur de l'outre-mer).

P.M.E

Fiscalité et concurrence au centre des débats de l'Assemblée générale de la confédération

L'assemblée générale des petites et moyennes entreprises (P.M.E.) s'est ouverte, lundi 14 février, pour deux jours, à la Défense. Quatre membres du gouvernement assisteront à ses travaux : M. Christian Baudouin, ministre du travail ; Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche ; Pierre Brousse, ministre de l'énergie et de l'équipement ; et André Rogel, ministre du commerce extérieur.

La C.G.P.M.E. insiste notamment sur la nécessité de mettre sur pied une réévaluation des bilans et des charges des petites et moyennes entreprises. Dans son rapport, M. Deleau, délégué général de la C.G.P.M.E., insiste sur la nécessité de mettre sur pied une réévaluation des bilans et des charges des petites et moyennes entreprises. Dans son rapport, M. Deleau, délégué général de la C.G.P.M.E., insiste sur la nécessité de mettre sur pied une réévaluation des bilans et des charges des petites et moyennes entreprises.

● «Voici près de trente ans qu'un comité analogue était créé sur les mêmes thèmes et avec sensiblement les mêmes partenaires. Les résultats n'en sont que trop connus. Jamais les petites entreprises, les artisans, les cadres, les professions libérales, les exploitants agricoles, n'ont été autant menacés dans leur existence et leur niveau de vie », a remarqué M. Henninot, dans son communiqué. « Les alliances de circonstance de certains états-majors ne peuvent régler les problèmes d'ensemble des huit millions de familles françaises accablées par la pression d'une technocratie qui veut les proscrire. Le Syndicat national des classes moyennes, indépendant de toute obédience politique, entend assurer la défense de ces catégories socio-professionnelles pour garantir leur survie », conclut-il.

● «Voici près de trente ans qu'un comité analogue était créé sur les mêmes thèmes et avec sensiblement les mêmes partenaires. Les résultats n'en sont que trop connus. Jamais les petites entreprises, les artisans, les cadres, les professions libérales, les exploitants agricoles, n'ont été autant menacés dans leur existence et leur niveau de vie », a remarqué M. Henninot, dans son communiqué. « Les alliances de circonstance de certains états-majors ne peuvent régler les problèmes d'ensemble des huit millions de familles françaises accablées par la pression d'une technocratie qui veut les proscrire. Le Syndicat national des classes moyennes, indépendant de toute obédience politique, entend assurer la défense de ces catégories socio-professionnelles pour garantir leur survie », conclut-il.

EN IMPORTATION DIRECTE SITRUK AUTORADIO

vous offre en vente exceptionnelle et en quantité limitée des autoradios toutes marques.

1400 F

Exemple :

AUTORADIO PIONEER

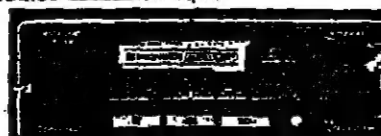
KP 4300 A

POGO.FMS

CASSETTE STEREO 2x7W

90, rue de Maubeuge - 75010 PARIS - Gare du Nord

Tél. 528.46.48



كندا من الأصل

LES SOCIÉTÉS

1977
le franc

Les cours de la semaine précédente sont ceux de la semaine précédente.

MÉTALLURGIE - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (3 mois) 222,50; zinc (3 mois) 150,00; aluminium (3 mois) 150,00; plomb (3 mois) 150,00; étain (3 mois) 150,00.

TEXTILES - New-York (en centes par livre) : coton (février) 16,00; laine (février) 16,00; soie (février) 16,00.

CAOUTCHOUC - Londres (en centes par livre) : caoutchouc (février) 16,00; caoutchouc (février) 16,00; caoutchouc (février) 16,00.

DERIVÉS - New-York (en centes par livre) : sucre (février) 16,00; sucre (février) 16,00; sucre (février) 16,00.

CEREALES - Chicago (en centes par bushel) : blé (février) 16,00; blé (février) 16,00; blé (février) 16,00.

LES COLLECTIVITES LOCALES

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

75007 PARIS

LES MARCHÉS FINANCIERS

MATIÈRES PREMIÈRES

Cours des principaux marchés

du 11 février 1977

Les cours de la semaine précédente sont ceux de la semaine précédente.

MÉTALLURGIE - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (3 mois) 222,50; zinc (3 mois) 150,00; aluminium (3 mois) 150,00; plomb (3 mois) 150,00; étain (3 mois) 150,00.

TEXTILES - New-York (en centes par livre) : coton (février) 16,00; laine (février) 16,00; soie (février) 16,00.

CAOUTCHOUC - Londres (en centes par livre) : caoutchouc (février) 16,00; caoutchouc (février) 16,00; caoutchouc (février) 16,00.

DERIVÉS - New-York (en centes par livre) : sucre (février) 16,00; sucre (février) 16,00; sucre (février) 16,00.

CEREALES - Chicago (en centes par bushel) : blé (février) 16,00; blé (février) 16,00; blé (février) 16,00.

LONDRES

Nouvelle baisse

La faiblesse de la livre sterling

provoque lundi matin une nouvelle

et sensible baisse des cours. Peu

après l'ouverture, l'indice des indus-

trieles accuse une perte de 7,3

points, à 374,2. Très vite repêché

par la hausse du prix du pétrole,

le Tassement des fonds d'Etat.

Seules les mines d'or, stimulées par

la hausse du prix du métal, se

rafferment.

ON (ouverture) (dollar) : 134 30 centes 135

135 30 centes 136

136 30 centes 137

137 30 centes 138

138 30 centes 139

139 30 centes 140

140 30 centes 141

141 30 centes 142

142 30 centes 143

143 30 centes 144

144 30 centes 145

145 30 centes 146

146 30 centes 147

147 30 centes 148

148 30 centes 149

149 30 centes 150

150 30 centes 151

151 30 centes 152

152 30 centes 153

153 30 centes 154

154 30 centes 155

155 30 centes 156

156 30 centes 157

157 30 centes 158

158 30 centes 159

159 30 centes 160

160 30 centes 161

161 30 centes 162

162 30 centes 163

163 30 centes 164

164 30 centes 165

165 30 centes 166

166 30 centes 167

167 30 centes 168

168 30 centes 169

169 30 centes 170

170 30 centes 171

171 30 centes 172

172 30 centes 173

173 30 centes 174

174 30 centes 175

175 30 centes 176

176 30 centes 177

177 30 centes 178

178 30 centes 179

179 30 centes 180

180 30 centes 181

181 30 centes 182

182 30 centes 183

183 30 centes 184

184 30 centes 185

185 30 centes 186

186 30 centes 187

187 30 centes 188

188 30 centes 189

189 30 centes 190

190 30 centes 191

191 30 centes 192

192 30 centes 193

193 30 centes 194

194 30 centes 195

195 30 centes 196

196 30 centes 197

197 30 centes 198

198 30 centes 199

199 30 centes 200

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

JACQUES MOREL INTERNATIONAL

Le quatrième trimestre

de l'exercice 1976 s'est soldé par une

perte d'exploitation de 7 millions de

francs. Pour l'année entière, la perte

d'exploitation s'élève à 23 millions

de francs. Les comptes consolidés

enregistreront un déficit net de

l'ordre de 24 millions de francs.

Les groupes à fait savoir que ses

difficultés proviennent notamment

de la CIE des Bouteilles J. Morel qui

enregistre 23 millions de francs de

perles liées, en grande partie, au

démarrage de sept usines en dix-huit

mois et de la Belgique, dont les

activités se soldent par une perte

d'exploitation de 3 millions de francs.

SCOA - Le dividende global

attribué aux actionnaires s'élève

à 7,30 francs par titre contre

6,75 francs un an plus tôt.

FILES WOLVER - Le dividende

global de l'exercice 1976 s'élève

à 10,50 francs, inchangé par rapport

au précédent.

GOULET-TURPIN - Les comptes

de l'exercice 1976 seront légèrement

déficitaires (contre une perte de

126,4 millions de francs en 1975).

COMENCO LTD - Le bénéfice net

de l'exercice 1976 s'élève à 47,7 mil-

lions de dollars contre 33,3 millions

de dollars l'année précédente.

Le bénéfice par action est de

4,34 dollars.

EAU ET ELECTRICITE DE L'AFRIQUE

SAO - L'O.P.A. lance

un appel d'offre pour la construction

d'une centrale hydroélectrique de

220 MW à l'aval du barrage de

la cascade de la rivière de la

Libéria. Les offres doivent être

présentées avant le 15 mars 1977.

Union générale du Nord - Aug-

mentation de capital de 3 000 000 F

à 40 000 F par action nouvelle

gratuite d'une action nouvelle pour

quatre actions anciennes, jouissance 1^{er}

janvier 1977.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 31 déc. 1974)

10 fév. 11 fév.

11 fév. 12 fév.

12 fév. 13 fév.

13 fév. 14 fév.

14 fév. 15 fév.

15 fév. 16 fév.

16 fév. 17 fév.

17 fév. 18 fév.

18 fév. 19 fév.

19 fév. 20 fév.

20 fév. 21 fév.

21 fév. 22 fév.

22 fév. 23 fév.

23 fév. 24 fév.

24 fév. 25 fév.

25 fév. 26 fév.

26 fév. 27 fév.

27 fév. 28 fév.

28 fév. 29 fév.

29 fév. 30 fév.

30 fév. 31 fév.

31 fév. 1^{er} mars.

1^{er} mars 2^{er} mars.

2^{er} mars 3^{er} mars.

3^{er} mars 4^{er} mars.

4^{er} mars 5^{er} mars.

5^{er} mars 6^{er} mars.

6^{er} mars 7^{er} mars.

7^{er} mars 8^{er} mars.

LE MONDE - 15 février 1977 - Page 35

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours

